

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 274
17 octobre 1988

ALGERIE
La jeunesse
contre Chadli

CHILI
Pinochet c'est NO !

UNION SOVIETIQUE
L'Arménie
ne désarme pas

FEMMES-DEBAT
Travail domestique
et la Loi de la Valeur



15 FF - 4 FS - 85 FB



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Editée par Presse-Edition-Communication (PEC)

Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 274 DU 17 octobre 1988

- 3 ALGERIE
De l'infatigable à l'état de siège
Saïd AKLI
- 6 UNION SOVIETIQUE
Erevan manifeste toujours
Monica WATSON
- 10 FEMMES-DEBAT
Travail domestique
et Loi de la Valeur
Jesus ALBARRACIN
- 16 CHILI
Que se vaya ahora !
Ariane MERRI
- 19 YOUGOSLAVIE
L'imbroglieo national
Interviews
- 23 GRANDE-BRETAGNE
Scission du TUC
Hilary ELEANOR
La grève des postiers
Steve BELL

**EN
BREF...**



- 26 ECONOMIE : Manifestation contre le FMI ; ETATS-UNIS : La pauvreté s'accroît ; POLOGNE : Apparition d'un parti écologique ; AFRIQUE DU SUD : Interdiction d'une conférence anti-apartheid ; LIVRE : HENK SNEEVLIET par Fritjof TICHELMAN (La Brèche, 1988) ; NICARAGUA : Quatrième "paquet" économique.

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.



ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune

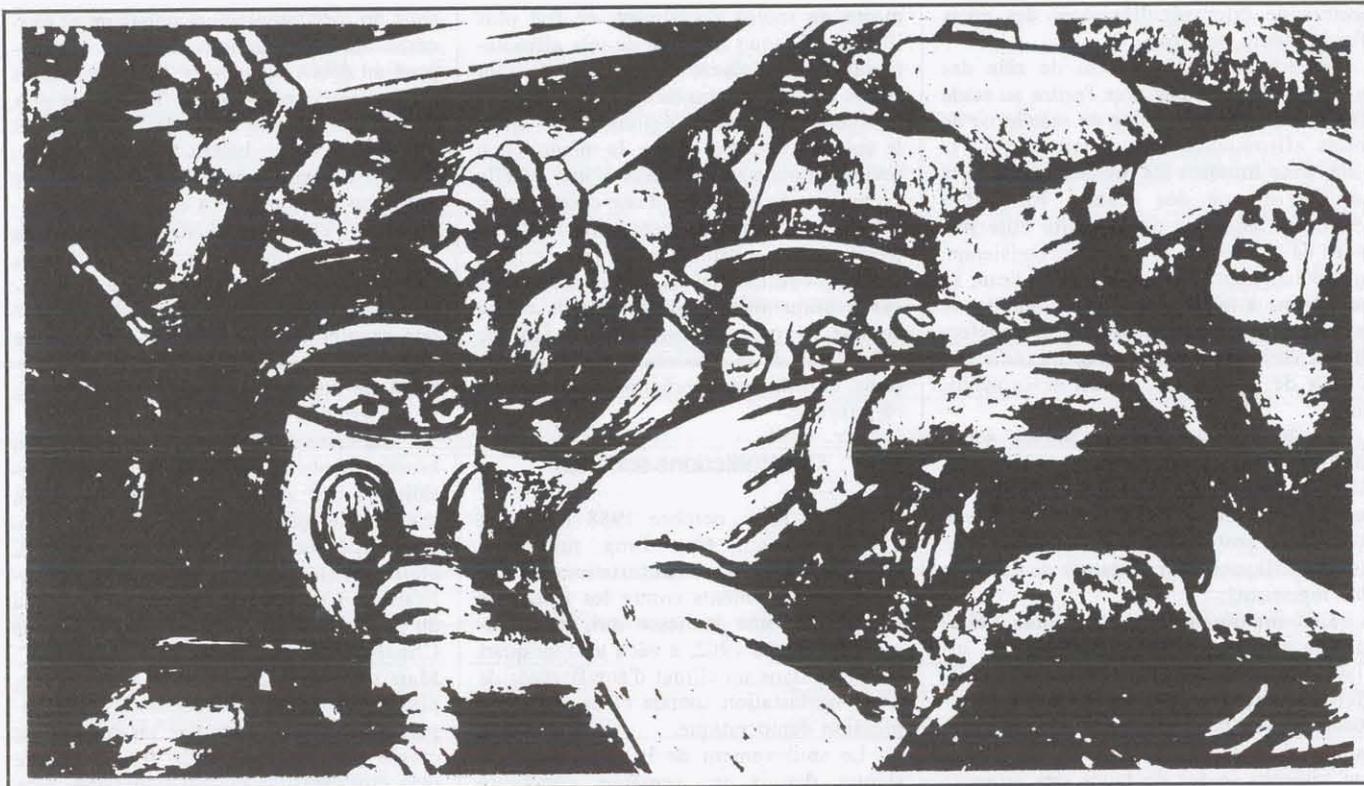
Code postal..... Pays.....

Abonnement Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois, 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire
- 14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS -
Tél : 45.32.06.23



ALGERIE

De l'infatigable à l'état de siège

POUR LA PREMIERE FOIS depuis le coup d'Etat militaire du 19 juin 1965, l'Algérie connaît l'état de siège et l'armée a tiré sur les manifestants dans plusieurs villes du pays. La sauvagerie de la répression militaire a dépassé toutes les limites de l'imaginable, pour une population traditionnellement habituée à voir la presse et la télévision nationales dénoncer de telles pratiques en Israël, en Afrique du Sud, au Chili et ailleurs.

En seulement 6 jours, le soulèvement national de la jeunesse algérienne s'est déjà soldé par près de 500 morts (176 selon les sources officielles), des centaines de blessés et des centaines d'arrestations. Ce bilan provisoire très lourd exprime mieux que toute analyse, la consommation totale de la rupture politique entre les masses populaires et la classe au pouvoir.

Saïd AKLI

JAMAIS depuis l'indépendance nationale, le pouvoir n'a été ébranlé aussi sérieusement. Certes, en dix années de régime Chadli, ce n'est pas la première fois que de jeunes manifestants crient "Chadli assassin !" et s'attaquent violemment aux symboles du pouvoir, du luxe et de la pénurie. Mais les manifestations n'ont jamais atteint l'ampleur d'un soulèvement national.

Après les affrontements de Kabylie et

les luttes sociales des années 79-80, le régime Chadli s'était fixé l'objectif de briser toute contestation sociale par une combinaison de répression et de promesses de "vie meilleure". Il a partiellement atteint cet objectif en isolant la Kabylie, en étouffant la renaissance du mouvement syndical et en mettant un terme à l'agitation étudiante. A la fin 1982, il s'est même payé le luxe de briser l'élan pris par le mouvement intégriste, après l'avoir utilisé dans un premier temps contre le "danger communiste".

Mais il n'a jamais réussi à étouffer totalement la contestation sociale et de nombreux affrontements entre manifestants et forces de l'ordre étaient un signe régulier des nouveaux rapports politiques en passe de s'établir entre le pouvoir et les masses populaires.

Depuis 1982, Alger, Oran et la Kabylie, ont été à plusieurs reprises le théâtre de manifestations lycéennes qui se sont souvent soldées par des affrontements violents avec la police. En 1983, la décision du pouvoir de démolir les bidonvilles qui entouraient les grandes villes et de renvoyer *manu militari* leurs habitants vers leurs régions d'origine, a donné lieu à des affrontements très violents et traumatisants, avec des manifestations populaires à Alger, Annaba et Constantine.

Des précédents

En avril 1985, les habitants du quartier historique de la Casbah d'Alger se sont violemment affrontés à la police durant 6 nuits consécutives, pour protester contre l'insalubrité meurtrière de leurs logements et le manque d'eau. En novembre 1986, une grève étudiante pour de meilleures conditions de vie en cité universitaire a été transformée par la répression brutale, en véritable soulèvement de la jeunesse de Constantine, puis de Sétif. La violence des affrontements, les attaques contre les symboles du pouvoir, les mises à sac des grands magasins et les distributions de vivres aux citoyens, ressemblaient déjà beaucoup à ce qui se passe depuis une semaine à Alger et ailleurs.

Ces dernières années, les stades de football sont devenus un lieu de rassemblement populaire, permettant aux sup-

porters de crier régulièrement des mots d'ordre socio-politique.

En février 1988, l'excès de zèle des policiers chargés d'assurer l'ordre au stade d'Oran s'est soldé à l'issue du match par de longs affrontements dans les rues de la ville, avec toujours les mêmes cibles de la contre-violence des jeunes. En juillet 1988, les habitants de la petite ville minière de Ouenza, à la frontière tunisienne, qui réclamaient pacifiquement de l'eau, se heurtèrent à la brutalité traditionnelle de la police. Leur manifestation se transforma en véritable émeute, avec incendie des locaux de la mairie, du parti et du syndicat.

La liste de tels affrontements serait longue à énumérer de façon exhaustive, dans la mesure où toutes les régions du pays en ont été le théâtre, soit à la sortie d'un stade, soit à l'occasion de manifestations pacifiques pour réclamer de l'eau ou des logements.

Ces manifestations populaires débute en général par des revendications sociales élémentaires, mais la brutalité policière et l'arrogance du pouvoir les transforment systématiquement en affrontements très violents, où la jeunesse constitue toujours le fer de lance des attaques contre les symboles du pouvoir, du luxe et de la pénurie.

Le pouvoir rétablit l'ordre

Le pouvoir finit chaque fois par rétablir l'ordre en combinant, d'une part, l'emprisonnement de centaines de jeunes condamnés de façon expéditive par des parodies de procès, et d'autre part, la satisfaction temporaire des revendications sociales exprimées, soit par une inondation du marché local en produits de consommation courante, soit en faisant un effort d'alimentation en eau potable, soit en distribuant quelques logements avec beaucoup de publicité. Mais malgré le retour au calme, chaque affrontement constitue une molécule supplémentaire du processus de rupture politique profonde entre les masses populaires et le régime Chadli.

La nature bourgeoise de ce pouvoir ne fait plus de doute pour personne et ce qui reste du masque idéologique populiste de

moins en moins socialisant, ne fait plus illusion. Chaque fois que de tels affrontements se produisent en un lieu, ils sont suivis avec beaucoup de sympathie par les habitants des autres régions. Mais après le succès de la répression, la même leçon revient comme un leitmotiv à une échelle de masse : la nécessité d'une coordination des mouvements de protestation. Cette leçon n'est pas seulement le fait de militants révolutionnaires. Elle s'exprime systématiquement à une échelle de masse comme une prise de conscience du fait que l'isolement et la dispersion des mobilisations, constituent la principale force de la répression.

Contradictions sociales

En ce sens, octobre 1988 n'est que l'aboutissement d'un long processus d'apprentissage des manifestations de rue et des affrontements contre les forces de l'ordre, par une jeunesse qui, généralement née après 1962, a vécu tout un quart de siècle dans un climat d'étouffement de toute contestation sociale et de toute expression démocratique.

Le soulèvement de la jeunesse algérienne, depuis une semaine, concentre toutes les leçons et expériences accumulées au cours des dernières années. Sa force réside principalement dans son extension rapide à différents quartiers de la capitale puis à toute une série d'autres villes comme Oran, Annaba, Sidi Bel Abbas, Mostaganem, Blida, etc. Jamais un mouvement de protestation populaire n'aura été aussi général et pris l'allure d'un véritable soulèvement national dont la violence n'a d'égale que la spontanéité. Dans sa tradition policière, le pouvoir y voit la main de "comploteurs" qui en auraient assuré l'organisation et la coordination. Mais, le seul chef d'orchestre de ce puissant soulèvement populaire spontané est le ras-le-bol généralisé qui est identique dans toutes les régions du pays, contre les pénuries, contre la vie chère, contre la pourriture d'un système de corruption et de marché noir, contre le luxe arrogant des nouveaux riches, contre l'arbitraire et la violence policière, etc.

Le régime Chadli a multiplié les rai-

sons du mécontentement populaire et exacerbé les contradictions sociales. Il a disposé au début des années 70 de ressources en devises considérables, lorsque le prix du baril de pétrole frisait les 40 dollars et que le billet vert battait tous les records. Mais il a gaspillé cette richesse dans une politique économique à courte vue, abandonnant l'effort d'industrialisation et de création d'emplois, dilapidant les deniers publics dans des constructions de prestige, des importations sans lendemain et des ravalement de façades des grandes villes. Il n'a pas du tout prévu le retournement de conjoncture économique et l'effondrement du marché des hydrocarbures.

La crise économique internationale a brusquement fait irruption dans la vie quotidienne des Algériens en février 1986, prenant le gouvernement au dépourvu. L'austérité qui, du temps de Boumédiène, était justifiée par un effort d'industrialisation et de développement économique du pays, avait été dénoncée par le régime Chadli prometteur de "vie meilleure". Mais très vite, elle a fait sa réapparition, plus dure encore car sans aucune contrepartie économique et avec un contenu de classe plus marqué. Elle frappe encore plus durement les masses populaires dans la mesure où elle cohabite avec les premiers résultats de la politique d'*infatih* (ouverture) de Chadli qui a favorisé l'étalement au grand jour des richesses considérables accumulées par les dignitaires du régime, les entrepreneurs privés et les spéculateurs de tous poils.

Spéculation contre investissements

La campagne permanente en faveur de "la liberté d'entreprise" n'a pas attiré les investissements privés vers les secteurs productifs et créateurs d'emplois, malgré sa présentation comme l'ultime recours de la nation pour la préparation de l'après-pétrole et le dépassement de la sclérose bureaucratique du secteur d'Etat. Les "sauveurs de la nation" sont restés foncièrement attachés au gain facile et aux pratiques spéculatives qui leur permettent d'accumuler des fortunes considérables en un temps record, pour les dépenser dans une consommation de luxe tapageur. Cet étalement de la richesse, caractéristique de l'époque Chadli, contraste de façon de plus en plus explosive avec l'austérité imposée aux masses populaires. L'*infatih* a ainsi permis la flambée des prix et un marché noir florissant, mais les pénuries ont fait leur réapparition, les salaires sont gelés depuis plusieurs années, les entreprises ont bloqué l'embauche et procèdent à des compressions d'effectifs, le chômage des jeunes se développe au rythme d'une croissance démographique parmi les plus fortes au monde (850 000 naissances par an pour 23 millions d'habitants).

Cette austérité est vécue encore plus durement par une jeunesse massive (75% de la population a moins de 25 ans), née après l'indépendance et de plus en plus exigeante dans ses aspirations sociales. Au fil des années, elle a réalisé que le ré-



gime Chadli ne lui offre aucune perspective sociale. 55% d'exclus du système scolaire au niveau du brevet, une moyenne annuelle de 10% de réussite au bac, des emplois de plus en plus rares, quasiment aucune chance d'avoir un logement, sans parler de tous les autres besoins légitimes d'une jeunesse de la fin du XXe siècle. Certes, *l'infitah* de Chadli a donné l'illusion de la réussite sociale pour les trafics divers, mais beaucoup réalisent que ce n'est là qu'une illusion permettant tout juste de vivre. C'est cette jeunesse massive, exclue du système scolaire, livrée au chômage, à la rue et aux trafics divers, oscillant entre la fascination du modèle occidental de consommation et la tentative de combler son vide idéologique par un retour aux sources de l'Islam, qui a systématiquement formé le fer de lance des affrontements violents avec les forces de l'ordre et de l'acharnement destructeur de tous les symboles du pouvoir, du luxe et de la pénurie.

Une rentrée particulièrement tendue

La rentrée de septembre 1988 était particulièrement tendue. Encore plus tendue que les précédentes par effet cumulatif, mais aussi en raison des effets de la sécheresse sur la flambée des prix des produits agricoles, le manque encore plus sensible en eau potable et la multiplication des pénuries de produits de première nécessité. De plus, différents scandales de détournements de fonds ont surgi au grand jour que la presse s'efforçait de minimiser un mois après que le bouche à oreille les ait étalés sur la place publique.

Dans ce climat social très tendu, de nombreuses rumeurs circulaient dès le début septembre sur un mot d'ordre de grève générale pour la fin du mois et sur des mouvements de protestation populaire en plusieurs points du pays. Le discours très musclé prononcé par Chadli le 19 septembre contre la spéculation, contre le "plumage" du consommateur, contre le trafic de devises, contre l'incompétence, mais aussi contre tous ceux qui s'opposent à sa réforme économique libérale, a rajouté de l'huile sur le feu d'une tension sociale déjà élevée. Contrairement à l'effet attendu par ses inspirateurs, ce discours a plutôt fait l'effet d'une provocation contre les masses populaires, dans la mesure où les maux sociaux dénoncés par Chadli sont le produit direct de sa politique d'*infitah* et qu'en matière d'incompétence politique, personne ne peut lui contester la médaille d'or toutes catégories.

Dès lors, une étincelle suffisait pour mettre le feu aux poudres.

Hormis son ampleur nationale, la nouveauté de ce soulèvement populaire réside dans le fait que l'étincelle soit venue de la classe ouvrière.

En novembre 1986, l'étincelle était venue d'une grève étudiante brutalement réprimée. Le mouvement de solidarité s'était vite étendu aux étudiants de toute la ville de Constantine, aux lycéens puis à tous les autres jeunes exclus du système

scolaire qui vont prendre la tête des affrontements de rue les plus violents. Deux jours plus tard, l'émeute gagnait Sétif dans des formes très similaires.

La secousse ébranla le pouvoir qui déclara alors sa prise de conscience du problème explosif du chômage des jeunes et annonça des projets sans lendemain. Mais cette révolte de la jeunesse de l'Est du pays ne trouva pas de relais politique stable au sein du mouvement ouvrier et populaire. Sa répression massive va cependant impulser un élargissement politique du mouvement démocratique à des secteurs importants de l'intelligentsia et favoriser la renaissance politique du mouvement étudiant. La rentrée d'octobre 1987 sera marquée par une grève quasi-générale des étudiants contre la sélection à l'université, qui va donner naissance à une coordination nationale de leurs comités autonomes.

Quant au processus de recomposition de la combativité ouvrière, il fut plus lent à s'affirmer. Les grèves des enseignants des universités, des médecins des hôpitaux et des pilotes d'Air Algérie, constituèrent une forme de trait d'union entre, d'une part, les mobilisations d'étudiants et d'intellectuels, d'autre part, l'entrée en scène de secteurs décisifs de la classe ouvrière. Les mobilisations pour les renouvellements de sections syndicales indiquèrent le regain de confiance des travailleurs dès 1987. Mais l'indice le plus significatif viendra en février 1988 de Saïda, une petite ville où, expérience inédite, une grève dans une entreprise s'étendit à toute la zone industrielle et les grévistes marchèrent sur le centre ville où ils réussirent à imposer aux autorités locales une assemblée générale, pour y discuter publiquement de leurs revendications d'augmentation des salaires.

Vague de grèves ouvrières

Le second signe important de cette mobilisation viendra d'un bastion décisif, le complexe de véhicules industriels de la Société nationale de véhicules industriels (SNVI) à Rouiba (10 000 travailleurs) qui connut en juillet dernier sa première grève générale depuis la répression de 1982. Les grévistes qui exigeaient une distribution des "bénéfices", tentèrent même une sortie vers la ville de Rouiba, avant de se raviser par peur de la répression. Après une grève des ouvriers de maintenance de l'aéroport d'Alger qui se heurta à la répression durant la semaine du 17 septembre, ce sont à nouveau les métallurgistes de la SNVI de Rouiba qui, à la fin septembre, furent à l'origine de la vague de grèves ouvrières qui servit de détonateur à la semaine de soulèvement national de la jeunesse.

Fait nouveau si ce n'est l'expérience récente de Saïda, la grève de la SNVI s'étendit rapidement aux autres entreprises de la zone industrielle de Rouiba-Règhaïa et les grévistes se heurtèrent aux brigades anti-émeutes. Des grèves éclatèrent à la même période dans d'autres villes du pays et à Alger (El Harrach, Oued Smar, etc.),

avec en particulier celle des PTT les 1er et 2 octobre. Cette vague de grèves ouvrières, la plus importante depuis la répression de 1981-1982, a provoqué le 4 octobre une réunion gouvernement-parti-syndicat, où furent annoncées des mesures de défense du pouvoir d'achat des travailleurs, d'approvisionnement du marché en produits de première nécessité, de contrôle des prix et de lutte contre l'inflation et la spéculation.

Soulèvement national des jeunes

Mais cette réponse au mécontentement social généralisé exprimé par la vague de grèves, présentée par *El Moudjahid* du 5 octobre comme une réunion périodique sans aucune allusion aux luttes ouvrières, venait trop tard. En effet, la nuit du 4 octobre, les jeunes de Bab El Oued à Alger prenaient le relais des travailleurs et le lendemain matin, commençait dans les rues de la capitale, la semaine de soulèvement national de la jeunesse. Un soulèvement spontané d'une jeunesse révoltée et sans perspective sociale. Un soulèvement qui est resté spontané, malgré les tentatives de récupération politique par les intégristes musulmans à partir de la prière du vendredi 7 octobre.

La répression militaire sanglante de ce soulèvement national constitue un événement dramatique très grave qui marquera pendant longtemps la conscience populaire.

Le pouvoir militaire s'est dévoilé dans toute sa sauvagerie. Il a montré qu'il était prêt à tout pour sauvegarder l'ordre bourgeois. Quelle que soit l'issue immédiate de cette semaine sanglante, un tournant politique décisif est amorcé par la société algérienne. La médiocre prestation télévisée d'un Chadli promettant vaguement un plan de réformes politiques après une semaine d'affrontements sanglants, ne peut résoudre les problèmes de fond posés par un tel soulèvement populaire. Depuis quelques temps déjà, les masses populaires ne se font plus d'illusions sur la nature bourgeoise et anti-sociale du régime Chadli.

En ce mois d'octobre 1988, elles auront compris que la solution de leurs problèmes sociaux nécessite le renversement de ce régime sanguinaire. La principale leçon à tirer de cette semaine de soulèvement est que la violence, le courage et la spontanéité de la jeunesse, la simultanéité des manifestations dans plusieurs villes, la jonction entre la classe ouvrière et la jeunesse, ne suffisent pas s'il n'y a pas affirmation politique d'une alternative d'auto-organisation ouvrière et populaire. Une telle direction politique du soulèvement de la jeunesse a fait cruellement défaut. La gauche révolutionnaire devra en tirer toutes les conséquences. ■

11 Octobre 1988

Erevan manifeste toujours

HUIT CENT MILLE PERSONNES étaient de nouveau dans les rues d'Erevan, le 22 septembre dernier, pour réclamer une session extraordinaire du Soviet suprême d'Arménie. Leur but était de faire pression sur ce dernier pour qu'il dénonce la résolution du Présidium du Soviet suprême de Moscou qui avait de nouveau rejeté, le 18 juillet, le rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie. Le 23 septembre, les troupes soviétiques occupaient une fois de plus les rues d'Erevan. Pour Gorbatchev, il s'agit de "calmer la population" en alternant promesses et répression ; épurer les "groupes corrompus, adversaires acharnés de la perestroïka", et lâcher du lest sur les questions économiques, sociales et culturelles comme en témoigne le train de mesures adopté en mars dernier, en faveur du Karabakh, notamment la décision d'investir 400 millions de roubles dans la région.

Monica Watson était en Arménie lors des dernières mobilisations de septembre.

Monica WATSON

A PARTIR DU 19 SEPTEMBRE, la direction du mouvement, le Comité Karabakh, avait décidé de faire pression sur les députés du Soviet suprême pour qu'ils signent une demande de session extraordinaire. Le lundi 19 à midi, le président du Soviet suprême d'Arménie, Vaskanian, venait en personne place de l'Opéra (où se déroulent toutes les manifestations) et, devant plusieurs dizaines de milliers de personnes, il se déclarait favorable à une telle session, sans en préciser la date. Alors que le mouvement exigeait une réunion immédiate, le jour même, Vaskanian faisait de vagues promesses et se contentait de repousser l'échéance. Le soir même, alors qu'il y avait un demi-million de personnes dans la rue, un tiers des députés du Soviet avaient déjà signé la motion pour la convocation d'une session extraordinaire. Le président du Soviet suprême se déclara en principe d'accord avec la revendication des manifestants, ce qui était déjà une victoire partielle du mouvement. Tout cela était le fruit de cette nouvelle montée du mouvement national, après les derniers accrochages entre Azeris et Arméniens au Karabakh.

Mais par la suite, sous la pression de Moscou, la direction du parti faisait un virage à 180° et se déclarait hostile à une session extraordinaire du Soviet, ce qui allait discréditer encore plus le parti auprès de la population, d'autant que, d'après le mouvement nationaliste il s'agissait là d'une violation de la Constitution qui stipule que, si un tiers des députés demandent une session extraordinaire, elle doit se te-

nir. Le mouvement est dirigé par le comité Karabakh composé de 11 personnes. Ce sont surtout des intellectuels, des scientifiques, des enseignants, des physiciens, des mathématiciens. Il n'y a pas d'ouvriers parmi eux. Le comité compte peut-être plusieurs centaines de militants. On en ignore le nombre exact. Mais il s'agit de militants actifs dans les usines, les bureaux, les institutions. Le Comité est reconnu par le mouvement nationaliste, c'est-à-dire une grande partie de la population : il fait d'ailleurs la preuve de sa force et sa capacité de mobilisation en rassemblant chaque soir des dizaines de milliers de personnes place de l'Opéra.

Le comité Karabakh

Le comité Karabakh a été officiellement dissous par le gouvernement, au début de l'été, mais il continue ses activités sans aucun problème, comme si de rien n'était. En fait, jusqu'à maintenant, il n'y a pratiquement pas eu de répression. Tout au plus quelques amendes, mais pas vraiment de répression brutale.

Les rapports du comité avec les autorités sont assez particuliers. C'est une relation de *facto*, puisque le comité négocie avec le parti et que les officiels gouvernementaux viennent aux manifestations du comité, pour répondre aux questions posées par le peuple ou ceux du comité. Mais elles ne sont ni officielles ni institutionnelles.

C'est au lendemain du début des accrochages au Karabakh qu'eurent lieu les contacts le plus officiels : Le comité négocia dans la maison du Comité central

- * **Eté 1987** : une pétition demandant le rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie, récolte 75 000 signatures.
- * **Octobre 87** : accrochages entre autorités azeres et population arménienne à Tcharaklou, village du Karabakh
- * **17 octobre** : près de 3 000 personnes manifestent à Erevan, capitale de l'Arménie, contre la pollution.
- * **18 octobre** : 1 000 personnes manifestent à Erevan en solidarité avec les Arméniens de Tcharaklou et demandent le rattachement du Karabakh à l'Arménie.
- * **du 18 au 21 février 88** : des milliers de personnes manifestent chaque jour à Erevan et Abovyan, contre la construction d'une usine chimique polluante à Abovyan et sur le Karabakh.
- * **20 février** : les députés arméniens au Soviet suprême du Karabakh votent une résolution demandant le réexamen du statut du Karabakh.
- * **21 février** : le BP du PCUS rejette la demande du Soviet suprême du Karabakh, comme "contraire aux intérêts des travailleurs d'Arménie et d'Azerbaïdjan".
- * **à partir du 22 février** : manifestations quotidiennes et grèves à Erevan et au Karabakh. Des comités Karabakh sont créés dans les entreprises et les districts. Le Premier secrétaire du PC du Karabakh est destitué.
- * **26 février** : Un million de personnes dans les rues à Erevan, près du tiers de la population totale de l'Arménie ! Gorbatchev lance un appel au calme. Il dialogue à Moscou avec des intellectuels arméniens, Zori Balayan, correspondant de la *Literatournaïa Gazeta* et Silva Gaboudikian, poète arménienne très populaire. Il promet de trouver "une solution juste". Le lendemain, le Comité d'organisation décide de suspendre les manifestations pour une durée d'un mois.
- * **28 février** : Début du pogrom anti-arménien à Soumgaït, au nord de Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan : bilan officiel, 32 morts. Bilan réel, au moins 400 morts (de 300 à 2 000 selon les sources)
- * **1 mars** : intervention de l'armée et couvre-feu à Soumgaït.
- * **8 mars** : 300 000 personnes à Erevan aux funérailles des victimes de Soumgaït.
- * **23 mars** : le présidium du Soviet suprême d'Union soviétique rejette la revendication arménienne.
- * **24 mars** : le BP du PCUS annonce une série de mesures sociales, culturelles et économiques, en faveur du Karabakh. En même temps, l'armée est envoyée en Arménie. Le Comité Karabakh est dissous par le Soviet suprême d'Arménie. Arrestations de militants arméniens.
- * **25 mars** : grève générale, opération "ville morte" à Erevan et Stepanakert.
- * **11 mai** : assassinat d'un jeune Arménien au Karabakh.
- * **17 mai** : manifestations massives en Arménie, et en Azerbaïdjan.
- * **21 mai** : limogeage des premiers secrétaires des PC d'Arménie et d'Azerbaïdjan.
- * **du 22 mai jusqu'à fin juin** : grève générale et manifestations au Karabakh.
- * **23 mai** : un nouveau détachement de soldats est envoyé au Karabakh.
- * **11 juin** : manifestations anti-arméniennes à Bakou. Un policier azeri est tué.
- * **13 juin** : Grève générale et manifestations en Arménie. Le premier secrétaire du PC

des événements

arménien, Aroutiounian, obtient la suspension de la grève générale en promettant d'approuver la revendication des manifestants.

* **15 juin** : le Soviet suprême arménien se prononce à l'unanimité pour le rattachement du Karabakh à l'Arménie.

* **17 juin** : le Soviet suprême d'Azerbaïdjan vote à l'unanimité contre le rattachement du Karabakh à l'Arménie.

* **21 juin** : le Soviet suprême du Karabakh demande le rattachement provisoire du territoire à l'administration centrale soviétique.

* **23 juin** : les troupes soviétiques sont de nouveau envoyées au Karabakh.

* **5 juillet** : un jeune Arménien est tué par balles, par la police, 36 autres sont blessés.

* **7 juillet** : 500 000 personnes aux obsèques du jeune Arménien. Grèves en Arménie et au Karabakh.

* **à partir du 8 juillet** : manifestations quotidiennes de plusieurs centaines de milliers de personnes à Erevan. Les troupes soviétiques quadrillent la ville.

* **12 juillet** : le Soviet suprême du Karabakh proclame unilatéralement son rattachement à l'Arménie et rebaptise la région de son nom arménien, Artsakh. Manifestations de soutien à Erevan, reconduction de la grève.

* **16 juillet** : suspension de la grève.

* **18 juillet** : le présidium du Soviet suprême de l'URSS rejette la demande arménienne.

* **20 juillet** : plusieurs centaines de milliers de manifestants à Erevan décident de reprendre la grève générale pour 48 heures.

Le nationaliste arménien Airikian est déchu de sa citoyenneté et expulsé d'Union soviétique.

* **25 juillet** : fin de la grève en Arménie et au Karabakh.

* **fin juillet - début août** : campagne de presse contre les animateurs du comité Karabakh ; décret limitant sévèrement le droit de manifestation ; renforcement des pouvoirs des forces de répression ; mesures plus sévères contre "l'incitation à la haine nationale".

* **29 juillet** : plusieurs centaines de milliers de personnes manifestent à Erevan pour le Karabakh et contre la construction d'une usine chimique et d'une centrale nucléaire dans la région.

* **à partir du 20 août** : manifestations sporadiques à Erevan et à Stepanakert. Les dirigeants du comité Karabakh dissous sont condamnés à de lourdes amendes pour y avoir pris la parole.

* **9 et 10 septembre** : manifestations à Erevan sur des thèmes nationalistes et écologistes. Les indépendantistes du groupe Airikian sont également autorisés à prendre la parole.

* **17 septembre** : des accrochages entre Azeris et Arméniens font un mort et une vingtaine de blessés.

* **à partir du 19 septembre** : manifestations massives en Arménie et au Karabakh.

* **21 septembre** : les troupes soviétiques sont de nouveau envoyées en Arménie. Le couvre-feu est décrété au Karabakh. La *Literatournaïa Gazeta* accuse l'ancien chef du PC d'Azerbaïdjan, M. Aliev, membre du BP du PCUS jusqu'en novembre 1987 et ex-chef du KGB, d'être responsable de la situation qui a conduit au pogrom de février.

* **27 septembre** : les membres du comité Karabakh sont de nouveaux condamnés à de lourdes amendes.

* **30 septembre** : fin de la grève générale, les manifestations se poursuivent.

avec le nouveau premier secrétaire du Parti, Aroutiounian. Pendant ces discussions, Gorbatchev en personne téléphona au premier secrétaire arménien, et par son intermédiaire, engagea une discussion avec le comité.

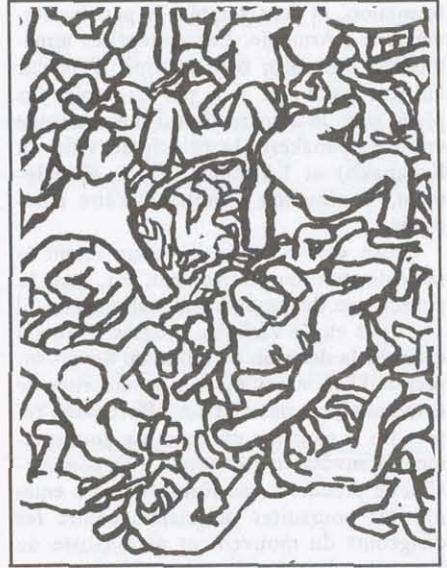
Gorbatchev voulait calmer la situation et demandait au comité d'arrêter les grèves et les manifestations. Le comité lui répondit que la seule possibilité pour calmer et normaliser la situation c'était l'unification avec le Karabakh et renvoyait la balle à Gorbatchev, lui demandant s'il voyait lui, une autre possibilité. Cette discussion n'a bien sûr rien donné. Trois heures après, le comité se présentait à nouveau devant les masses, place de l'Opéra, pour faire un rapport détaillé sur cette discussion.

Le comité n'est plus composé des mêmes personnes que celles qui avaient fait débiter le mouvement en février-mars. A l'époque, les membres du comité étaient plus proches du Parti qu'aujourd'hui. Le comité actuel suit un cours plutôt hostile au Parti : les discours de la place de l'Opéra sont clairement hostiles au Parti et si ses responsables viennent aux manifestations, on les laisse parler, mais ils se font siffler et les questions qui pleuvent sur eux sont assez agressives.

Les tanks soviétiques

Beaucoup d'intellectuels arméniens qui sont membres du parti ou en sont proches, comme par exemple Silva Gaboudikian, le premier poète arménien, qui avait discuté avec Gorbatchev en février dernier, ou Zori Balayan, qui était également avec Gorbatchev à cette époque, ont pris leurs distances avec le mouvement, parce qu'ils le trouvent trop radical. Silva Gaboudikian ne va plus aux manifestations depuis le début de l'été. Actuellement, elle est opposée aux grèves. Tout un courant d'intellectuels pro-Parti est contre les grèves. Celui-ci ne s'oppose d'ailleurs pas officiellement aux activités du comité Karabakh. Il prétend même approuver les revendications du comité, comme celles de la population, mais s'oppose aux grèves.

Lorsque les tanks soviétiques sont arrivés à Erevan, ils se sont seulement posés devant les bâtiments officiels, devant le Comité central et le Soviet suprême. Durant les deux ou trois jours de présence des tanks, la place de l'Opéra était toujours libre. La grève générale qui avait été déclarée depuis quelques jours déjà, n'était pas une vraie grève générale. En fait, le comité Karabakh lisait chaque soir la liste des entreprises qui devaient ou ne devaient pas faire grève. Par exemple, les transports publics et les magasins de ravitaillement ne devaient pas faire grève. Finalement, dans la rue, jusqu'à l'arrivée des chars soviétiques, on ne voyait pas grand chose de la grève. Mais dès que les troupes soviétiques sont arrivées, la grève a été totale. Les rues étaient désertes. Mais les manifestations se poursuivaient en s'amplifiant, preuve que les gens n'étaient pas intimidés. Il n'y avait



cependant aucune tentative de la part de la population d'interpeller les soldats. Les mots d'ordre du comité étaient clairs : ignorer les soldats, pas de contact avec les soldats, faire comme s'ils n'existaient pas. Et ils ont été bien suivis.

Si le but de cet envoi de troupes était de briser le mouvement, il est manqué car on ne peut briser un tel mouvement avec quelques tanks dans les rues. Pour cela, il faudrait une répression féroce, impliquant des conséquences très importantes pour toute l'Union soviétique.

La présence des tanks ne signifiait donc pas encore que l'objectif de Moscou était de briser le mouvement. C'était sans doute le même type d'opération qui s'est produite en juillet, lorsque les tanks étaient déjà là et que le couvre-feu fut décrété pendant quelque jours. Mais à ce moment là non plus, le mouvement n'était pas vraiment attaqué dans ses racines.

Il s'agissait plutôt d'une démonstration de force pour calmer un peu la situation, peut-être aussi pour calmer le gouvernement ou les Azeris, pour calmer l'Azerbaïdjan, car des manifestations quotidiennes en Arménie ne pouvaient que faire monter la pression en Azerbaïdjan.

Une série de résolutions avaient été prises au mois de mars pour améliorer la situation au Karabakh. Leur effet pratique sur le terrain n'est pas encore très clair. D'après les autorités officielles, un certain progrès serait notable. Par exemple, il est possible maintenant de voyager au Karabakh en partant de l'Arménie, ce qui n'était pas le cas durant des dizaines d'années ; il est également possible désormais de recevoir la radio et la télévision arméniennes au Karabakh ; les Arméniens peuvent aussi envoyer des instituteurs au Karabakh.

Ce dernier point est important, car auparavant, dans les écoles du Karabakh, on ne pouvait pas enseigner l'histoire arménienne, car les Azeris considéraient que les Arméniens du Karabakh ne sont pas des Arméniens mais des Albanais... il était donc hors de question que l'histoire arménienne soit enseignée au Karabakh.

Maintenant, les instituteurs du Karabakh vont en Arménie pour des stages de

formation, et sont remplacés par des Arméniens d'Arménie. Les entreprises arméniennes ont enfin reçu le droit d'investir au Karabakh : il y a par exemple des plans pour la construction d'une autoroute entre Stepanakert (la principale ville du Karabakh) et l'Arménie. Donc globalement, la situation semblerait s'être améliorée.

Mais cela n'altère pas pour autant la radicalisation du mouvement, car, dans la conscience du mouvement nationaliste, il n'y a pas eu de véritable progrès. D'autant qu'après la décision de juillet du Soviet suprême d'Union soviétique, les autorités de l'Azerbaïdjan, ont fait un effort pour reprendre la situation en main. Le gouvernement a envoyé, par exemple, une commission de procureurs au Karabakh, et a entamé des poursuites judiciaires contre les dirigeants du mouvement nationaliste du Karabakh. Les Azeris ont également commencé à faire des contrôles administratifs, fiscaux, etc. tâtuillons sur les entreprises arméniennes, ce qui a été considéré par les Arméniens du Karabakh, le parti arménien et le mouvement nationaliste, comme une mesure de répression. Stepanakert a été le théâtre de manifestations contre les procureurs azéris qui ont dû quitter la ville.

Les Arméniens ont également reproché aux Azeris, d'installer au Karabakh des émigrés azéris venant d'Arménie. Il s'agit surtout de la ville de Chouchi qui abrite - selon les nationalistes arméniens - des milliers et des milliers de réfugiés azéris venant d'Arménie. Ces réfugiés azéris qui ont quitté récemment l'Arménie ont reçu des logements au Karabakh et non pas à Bakou, par exemple. Ce qui fait dire aux Arméniens qu'ils sont installés là, par le gouvernement, afin de changer l'équilibre démographique entre les deux communautés.

Le mouvement contre les "faux réfugiés"

D'après les chiffres officiels, on ne recense que 1 700 personnes dans ce cas, ce qui n'est pas énorme. Mais au début septembre, c'est contre ces "faux réfugiés" qu'a été déclenché le mouvement. A l'époque, les chiffres réels n'étaient pas connus, puisque la presse officielle se tait sur toutes ces choses-là. La façon dont le mouvement s'est déclenché constituait une escalade inquiétante et grave parce qu'il ne s'agissait plus de s'en prendre à des structures politiques, mais à des personnes, des individus azéris.

Ces réfugiés azéris sont considérés par les Arméniens comme des faux réfugiés parce qu'ils pensent qu'ils n'ont aucune raison de fuir l'Arménie. Mais en réalité, la haine entre les deux peuples est telle que 20 000 Azeris se sont enfuis d'Arménie, tout comme à peu près 18 000 Arméniens ont fui l'Azerbaïdjan.

Evidemment, en Azerbaïdjan, la situation est différente, puisqu'on a tué beaucoup d'Arméniens à Soumgaït.

Quoi qu'il en soit, au mois de septembre, le mouvement est parti sur l'idée que la situation empirait au Karabakh, que la



répression s'amplifiait, qu'on changeait les relations inter-communautaires, etc. Au Karabakh, l'unité est plus forte entre le parti, les autorités officielles et le mouvement nationaliste. De même, il y existe un mouvement nationaliste structuré avec un comité, le comité Krunk, qui dirige tout, mais en liaison permanente avec le Parti du Karabakh, et les deux ont décidé de refuser tout contact avec les autorités azéris. Or, comme la région est toujours officiellement sous contrôle de l'Azerbaïdjan, la situation est assez difficile.

Liberté de manifestation

Les autorités du Parti au Karabakh étaient, au début, totalement aux côtés du mouvement, en tout cas jusqu'à l'arrivée des troupes soviétiques. Mais depuis l'état d'urgence, les informations ne sont plus très claires. Des bruits circulent selon lesquels les autorités du parti auraient demandé d'arrêter les grèves, d'arrêter le mouvement. Il est donc possible qu'il y ait eut changement de ligne.

Le Soviet suprême de l'Union soviétique avait décidé au mois de juillet, de mettre en place une commission dirigée par un membre du Comité central, A.Volsky, chargée de prendre en main la situation. L'attitude de la population à l'égard de la commission est ambiguë. Volsky est considéré en Arménie comme quelqu'un d'assez réceptif aux arguments arméniens, il est donc plutôt vu comme un pro-arménien et c'est la seule chose qui compte là-bas : "Est-ce que c'est bon pour nous, ou pas ?" Donc Volsky est considéré comme "bon pour les Arméniens".

Mais le cadre général de ce mouvement, aussi bien en Arménie qu'au Karabakh est simultanément un refus par rapport au Soviet suprême de Moscou qui exclut toute modification du territoire. Telle était la véritable raison du mouvement. D'un autre côté, le mouvement qui existe maintenant n'aurait pas été possible sans la *perestroïka*.

Il existe actuellement en Arménie une totale liberté de manifester, beaucoup plus grande qu'à Moscou, peut-être com-

parable à celle qui existe dans les Républiques baltes voire supérieure, parce qu'il n'existe pas de contrôle du Parti. On peut manifester quand on veut à Erevan.

Selon la nouvelle loi, un préavis d'une semaine est exigé en principe avant toute manifestation... mais en pratique, rien de tel en Arménie : on manifeste quand on veut, aucune censure sur les banderoles. Et cette liberté est même garantie par le Parti. Au mois de février, des dirigeants étaient venus sur la place de l'Opéra et le Secrétaire général du Parti avait déclaré devant des centaines de milliers de personnes : "Cette place de l'Opéra est à vous, vous avez le droit d'y faire ce que vous voulez". De vieux drapeaux arméniens, interdits auparavant, sont aujourd'hui déployés. Il y a trois ans, celui qui osait déployer ces drapeaux risquait de se voir "transférer" en Sibérie pour dix ans... Des *samizdats* du reste de l'Union soviétique circulent librement et sont lus avec passion si l'on y parle de l'Arménie. Des affiches avec des photos de manifestations pro-arméniennes à Moscou ou des déclarations de solidarité de Leningrad sont présentes lors des manifestations.

Liberté d'action

La liberté est complète, y compris pour le Comité pour l'indépendance, le groupe de Aïrikian, cet arménien qui a été expulsé d'Union soviétique, et dont le groupe s'est renforcé après son expulsion. Même ce groupe dispose d'une grande liberté d'action, de distribuer des tracts, de prendre la parole, etc. C'est une expérience incroyable pour un peuple comme celui-ci, qui n'a jamais eu d'expérience de liberté.

Sans *glasnost* et *perestroïka*, cela n'aurait pas été possible. La population en est consciente, mais elle n'a absolument pas confiance dans la *perestroïka* et n'attend rien d'elle.

Au début du mouvement, des photos de Gorbatchev trônaient dans les manifestations. C'était un choix tactique. En réalité, *glasnost*, *perestroïka*, changements en URSS, importent peu aux Arméniens.

Tout le monde le répète : "Chez nous la perestroïka, commence avec le Karabakh, sans le Karabakh, aucune autre étape de la perestroïka ne peut être entamée".

Il est également surprenant de constater que dans ce grand mouvement, des questions comme la liberté de la presse, les réformes économiques, etc., tout ce qui est discuté dans le reste de l'Union soviétique ne joue pratiquement aucun rôle, sauf peut-être les questions de corruption.

La corruption est considérable

Tout le monde dit que la corruption est immense, que par exemple, il faut payer une somme considérable pour pouvoir entrer au Parti communiste. En effet, puisque quand on est membre du Parti, on a des avantages à vie, en matière de logement, d'emploi, de vacances, d'éducation des enfants, etc., tout le monde trouve normal que pour être membre du Parti, il ne suffise pas d'être considéré comme un bon communiste, mais qu'il faille aussi payer une somme considérable de roubles. Donc la corruption à large échelle est dénoncée dans les manifestations nationalistes.

Surprenant également, lorsqu'on suit la presse soviétique, de voir que la presse arménienne, elle, n'est pas du tout touchée par la *glasnost*. Il peut y avoir des manifestations durant deux semaines, avec la participation de la moitié de toute la population de la république... la presse officielle, la télévision n'en souffleront mot ! Ce qui bien sûr, détruit toute crédibilité du parti et de la presse officielle.

Les autorités ont peur d'encourager la ferveur nationaliste sous peine d'engendrer des violences inter-communautaires, mais en même temps, cette non-information favorise les rumeurs les plus étranges, le moindre incident acquiert des dimensions extraordinaires, créant aussi une situation de fièvre nationaliste. C'est un climat malsain. Que le parti ait décidé de

n'en souffler mot dans la presse, contribue à créer cette atmosphère. Lors de la conférence du Parti au mois de juin à Moscou, le débat fut houleux du haut de la tribune entre Gorbatchev et les représentants de l'Arménie. Les images de cette discussion, de Gorbatchev interrompant systématiquement les délégués arméniens, ont été retransmises à la télévision et ont beaucoup choqué les gens à Moscou. Ces mêmes images ont également été retransmises à Erevan mais eurent un effet très différent. Contrairement à ce qu'on pourrait croire de prime abord, les Arméniens ne l'ont pas forcément ressenti comme une humiliation. En fait, le recteur de l'Université d'Erevan qui discutait avec Gorbatchev n'a pas été non plus très "doux" avec celui-ci. Les Arméniens étaient mêmes assez fiers de leur recteur qui a osé défier Gorbatchev et le sentiment général était qu'il s'en était plutôt bien sorti. Et puis évidemment, c'était une preuve de plus pour les Arméniens que Gorbatchev n'était pas dans leur camp.

La population au Karabakh est armée. Les autorités ont même dû interdire le port d'arme. Dans le contexte actuel, où des communautés hostiles vivent ensemble, le comité Karabakh justifie le port d'armes. Soumgaït a d'ailleurs montré que les Arméniens risquaient à tout moment d'être massacrés. Bien entendu, cela permet aux Azeris de dire, à leur tour, que si les Arméniens s'arment, il n'y a aucune raison de ne pas en faire autant. On s'arme de part et d'autre, surtout dans les régions où il y a cohabitation territoriale. La population est beaucoup plus armée que dans d'autres régions d'Union soviétique et les autorités ont d'ailleurs saisi des stocks de bombes, de pistolets, de fusils assez impressionnants.

La dynamique de la haine

La dynamique de haine intercommunautaire est très grande dans cette région du Caucase. Ce que l'on comprend mal à l'Ouest, c'est que l'on est face à un mouvement arménien contre des Turcs - car les Azeris sont considérés comme des Turcs - plutôt qu'un mouvement arménien contre Moscou. Le mouvement a certes une dimension anti-Moscou, mais c'est surtout parce que l'intervention de Moscou empêche l'humiliation des Azeris.

La présence de réfugiés des deux côtés montre le niveau de tension entre les deux communautés, et il y a peu d'espoir que cette tension baisse, seul le pouvoir central y a intérêt. Et c'est une force répressive qui ne peut agir que par la violence, la violence d'Etat, chose qui, en général, ne calme guère les gens. On peut, à la limite, briser les gens de cette façon, mais pas les calmer.

Historiquement, Moscou a plutôt eu un rôle protecteur vis-à-vis des Arméniens. Voilà pourquoi dans la tradition arménienne, il y a une approche contradictoire par rapport à l'indépendance. Il y a eu, dans l'histoire, un Etat arménien indépendant, de 1918 à 1920. C'était un Etat bourgeois. Cet Etat est maintenant

glorifié parce qu'il était indépendant. Mais en même temps, cet Etat a perdu une bataille militaire contre la Turquie et a été forcé d'accepter la soviétisation, en raison des rapports de force négatifs sur le terrain. A cette époque la soviétisation de l'Arménie était devenue le seul moyen de survie pour le peuple arménien. Si l'Arménie n'avait pas intégré l'Union soviétique, il est fort probable qu'il y aurait eu un second génocide des Arméniens et qu'il n'y aurait plus d'Arménie du tout.

D'un côté, le nationalisme arménien rêve d'indépendance, mais de l'autre, existe la peur qu'une Arménie indépendante représente un danger terrible pour la survie du peuple arménien, car l'Arménie est entourée de peuples islamiques dont la seule vocation, d'après les clichés des nationalistes arméniens, serait de massacrer les chrétiens arméniens...

Jusqu'à cet automne, le courant séparatiste n'avait pas vraiment d'impact important, il était plutôt marginalisé. Mais avec la déception due aux décisions de Moscou, ce courant se renforce. A partir de début septembre, pour la première fois, la foule a commencé aussi à accepter, puis à reprendre, les mots d'ordre d'indépendance, après le discours d'un dirigeant du comité Aïrikian.

Des actes... pas des paroles

Il a deux éléments autour de la déception par rapport à Moscou : d'abord, le fait réel que Moscou parle beaucoup mais ne fait rien. Cette remarque vaut de façon générale pour la *perestroïka*, voilà des mois qu'on parle, mais les actes se font attendre. Et au niveau de la question nationale, les gens le ressentent très fortement. Deuxièmement, Moscou n'a pas non plus l'intention d'agir contre les Azeris. Car Moscou craint que donner satisfaction à un quelconque intégrisme chrétien-arménien, n'encourage ou ne déclenche en réaction, un intégrisme islamique en Azerbaïdjan.

Le plus impressionnant, c'est la dynamique nationaliste, la logique nationaliste et la dynamique de lutte intercommunautaire. Mais le mouvement en Arménie est un mouvement populaire, un mouvement de base, qui n'hésite pas à demander des comptes aux dirigeants, entraînant une dynamique qui dépasse le cadre strictement nationaliste. Par exemple, quand les travailleurs dans une entreprise, interpellent le secrétaire syndical et lui demandent des comptes ; ou quand des habitants demandent des comptes à leur député au Soviet suprême ; ou même qu'il existe des discussions pour voir s'il est possible de ne plus réélire, voir de révoquer un responsable du Parti, entre tout à fait dans la logique du mouvement. Un responsable syndical qui n'avait pas soutenu une grève a été ouvertement dénoncé lors d'une manifestation place de l'Opéra, un appel a été lancé pour qu'il soit révoqué. De la même façon, la récente lutte pour la convocation d'une séance extraordinaire du Soviet suprême, relève de cette même logique : exiger que cet organe, qui est en principe le



parlement de l'Arménie, agisse en tant que tel et non comme un instrument formel. Et ça marche ! Quelques jours après l'intervention des troupes soviétiques, des députés du Soviet suprême sont venus place de l'Opéra, rendre des comptes aux masses.

Le problème est que l'ensemble du mouvement n'a pas de contenu de classe et reste dans un cadre quasi-exclusivement national. Mais cela traduit aussi des volontés venant d'en bas, de la base du mouvement.

Ce qui se passe dans les autres républiques soviétiques est également suivi de près. Les mouvements nationalistes des républiques baltes récoltent beaucoup de sympathie en Arménie. Lors des manifestations place de l'Opéra, un espace important est réservé à ces mouvements, aux lettres et aux photos de manifestations de solidarité dans les autres républiques et l'on arbore également des drapeaux d'Estonie ou de Lituanie et les journaux estoniens sont largement diffusés. Les articles parus dans la presse du Front populaire de l'Estonie sur l'Arménie sont également traduits.

Une question centrale

Tout ce qui est dit sur la question arménienne en Union soviétique et dans le monde en général suscite l'intérêt, ce qui fait d'ailleurs partie de l'horizon nationaliste, dans la mesure où dans cette vision des choses, ce qui se passe là-bas, au Karabakh et en Arménie, est au centre de l'univers. Que ces événements soient discutés à Leningrad, Moscou, New York, Londres, par Reagan, Thatcher, etc. ne fait que renforcer cette image aux yeux des Arméniens. On ne peut pas vraiment dire que l'on sorte du cadre du système de pensée national.

L'issue du mouvement est encore assez incertaine. Mais on peut dire que malgré l'envoi des tanks en Arménie, il est peu probable que Moscou ait la volonté et la possibilité d'écraser le mouvement, le faire ne serait possible qu'au prix d'un bain de sang. Toute cette démonstration de force de la part des soviétiques est surtout un moyen de rappeler au mouvement arménien les limites à ne pas dépasser ; qu'il ne faut pas oublier que les Russes existent et qu'il ne faut donc pas exagérer. En même temps, c'est une façon de montrer aux autres, aux Azeris, que Moscou est toujours là et qu'il veille au grain. C'est une tentative du gouvernement central de maintenir le tout dans un cadre tolérable.

Il est probable que l'agitation va se poursuivre, avec peut-être aussi, le développement d'un mouvement nationaliste en Azerbaïdjan. Mais tant que durera l'instabilité politique en Union soviétique, tant qu'il n'y aura pas une force qui dominera tout, ce conflit du Caucase se poursuivra. ■

24 septembre 1988

FEMMES-DEBAT

Travail domestique et Loi de la Valeur

DANS LA MAJORITE DES OEUVRES de Marx, traduites dans diverses langues, il est possible que tous les traducteurs aient écrit "hommes" quand dans l'original on parle "d'humanité" ou "d'individus de l'espèce humaine", mais il est peu probable que Marx ait fait une distinction si subtile pour l'époque. Car aujourd'hui encore, dans la majeure partie des langues humaines, le masculin englobe le féminin quand on parle au pluriel ou dans un genre indéterminé.

Jesus ALBARRACIN

TOUTEFOIS, LE PROBLEME est loin d'être seulement sémantique. Pour Marx *"les hommes commencent à se distinguer des animaux dès qu'ils commencent à produire leurs moyens d'existence (...)* La façon dont les hommes produisent leurs moyens d'existence, dépend d'abord de la nature des moyens d'existence déjà donnés et qu'il leur faut reproduire. Il ne faut pas considérer ce mode de production de ce seul point de vue, à savoir qu'il est la reproduction de l'existence physique des individus. Il représente au contraire déjà un mode déterminé de l'activité de ces individus, une façon déterminée de manifester leur vie, un mode de vie déterminé. La façon dont les individus manifestent leur vie reflète très exactement ce qu'ils sont. Ce qu'ils sont coïncide donc avec leur production, aussi bien avec ce qu'ils produisent qu'avec la façon dont ils le produisent. Ce que sont les individus dépend donc des conditions matérielles de leur production. (1)

Une partie substantielle de la production a été réalisée historiquement par les femmes dans le cadre de la famille. Le travail domestique a joué un rôle-clé dans la production des moyens de subsistance de l'humanité, et a été en même temps, un des moyens concrets les plus généralisés de manifester la vie. Pourtant, on ne remplirait pas cinq pages avec ce qu'écrivent Marx et Engels sur cette question. Ce n'est pas seulement que Marx avait utilisé le mot "d'homme", c'est aussi que toute sa construction théorique pêche par l'absence du concept de "femme".

Le travail domestique est donc un défi théorique. Une partie importante de l'effort productif de l'humanité reste sans explications, se trouve en dehors des circuits du marché, n'est pas régie par la loi de la Valeur, et résiste à tout traitement scientifique. Quand on aborde même cette question, les catégories utilisées habi-

tuellement conviennent mal, elles sont peu précises se rebellent et se rebiffent. Mais le travail domestique est une réalité matérielle et doit être abordé comme telle. Ce qui suit constitue un ensemble de réflexions sur le travail domestique à la lumière de la théorie de la Valeur et de l'exploitation.

La place du travail domestique dans le travail social

La principale caractéristique du mode de production capitaliste est la production généralisée de marchandises, c'est-à-dire d'objets qui n'ont pas été fabriqués pour satisfaire une quelconque nécessité humaine (même s'ils doivent servir à les satisfaire, sinon personne n'en voudrait) mais bien avec l'objectif d'être vendus sur le marché et d'en obtenir ainsi un bénéfice. La marchandise, principal produit du capitalisme, occupe donc une place centrale dans l'analyse marxiste. Partant de leur analyse, il s'ensuit que les marchandises ne s'échangent pas sur le marché en fonction de leur utilité (leur valeur d'usage) mais selon la quantité de travail qu'il a fallu pour les produire (leur valeur d'échange), que la force de travail elle-même est une marchandise, que la plus-value est le moteur du capitalisme, etc. Tout l'édifice logique du *Capital* est construit sur la

1) Ce paragraphe est extrait de *L'idéologie allemande* (Editions sociales, Paris 1966) mais on peut trouver beaucoup d'autres exemples. Le paragraphe classique de la *Préface à la contribution de la critique de l'économie politique* qui se réfère au mode de production capitaliste est un autre exemple de comment Marx, non seulement se réfère aux "hommes" (*"Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté. (...) Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience"* Editions sociales, Paris, 1966) ; mais, aussi comment son analyse n'intègre pas le problème. Les polémiques postérieures pour savoir si les relations patriarcales sont comprises dans les rapports de production ou dans les superstructures idéologiques, si l'on même parler de rapports de production, etc., en sont une bonne preuve.



marchandise (2), c'est-à-dire sur le travail humain qui a une valeur sur le marché parce qu'il s'incarne dans un objet qui peut être vendu.

Pourtant, le travail consacré à la production de marchandises n'est qu'une partie, parfois la plus petite, de la totalité du travail social. Une analyse qui part exclusivement de la marchandise et de sa principale caractéristique, sa valeur d'échange, empêchera de comprendre correctement cette partie du travail social qui n'a pas de valeur parce que ce n'est pas une marchandise, c'est-à-dire, empêchera de comprendre le travail domestique. Notre point de départ sera donc l'ensemble du travail et de la production sociale, qu'ils soient ou pas interchangeables sur le marché, c'est-à-dire, qu'ils aient ou non une valeur d'échange.

Commençons par une société primitive dans laquelle il n'existe pas d'excédent, qui, comme le disent les économistes, s'auto-reproduit. Dans cette société, tout l'effort humain est consacré à la survie de la société, et il n'y a pas accumulation. Il n'y existe pas de division sociale du travail ou de société de classe, car il n'est pas encore apparu d'excédent à s'approprier. Mais cela ne signifie pas qu'il n'existe pas une division du travail en fonction du sexe, si bien qu'une partie du travail nécessaire à la survie de la société est constitué par le travail domestique que réalisent les femmes. De plus, dans ces sociétés de subsistance, cette partie sera normalement la plus importante, car la préparation des aliments, la fabrication des vêtements, etc., tâches dévolues aux femmes, constituent l'immense majorité de la production sociale. Hors du travail domestique, la production serait très faible.

L'existence d'un excédent social ne modifie pas cette donnée de base qui fait du travail domestique, une partie du travail nécessaire à la subsistance de la société. Il nous intéresse de bien le comprendre, au risque de paraître répétitif. La somme du

travail réalisé dans une société a plusieurs composantes.

D'une part, il existe un travail nécessaire à la survie propre de cette société. Un nombre déterminé d'heures de travail sera consacré à la production d'objets nécessaires pour que les membres de cette société se nourrissent, se vêtent, etc. et, en définitive, survivent. Ce sera le produit socialement nécessaire. Dans cette catégorie, est inclus le travail domestique. Sur le total d'heures de travail nécessaires à la survie, une partie sera réalisée par la femme à la maison. Du produit total nécessaire à la survie de la société, une partie est obtenue par le travail domestique.

D'autre part, il y aura un travail excédentaire, c'est-à-dire qu'un certain nombre d'heures de travail sera effectué au-delà de ce qui est nécessaire à la survie de la société. Ce travail excédentaire se matérialise par un produit excédentaire que s'approprient les classes dominantes sous forme de matières premières, de marchandises destinées à la vente ou, simplement, d'argent. Ce produit excédentaire est à l'origine de la lutte des classes.

En définitive, tout l'effort réalisé par la société pour se reproduire elle-même, constitue le travail nécessaire par lequel est obtenu le produit nécessaire. Tout effort supérieur au-dessus de celui-ci, est le travail excédentaire avec lequel est obtenu le produit excédentaire. Le travail domestique, fait partie du travail consacré à produire des moyens de subsistance, il est donc une partie du travail nécessaire. Il importe peu qu'il n'apparaisse pas dans les statistiques : il est aussi fondamental que l'autre travail qui, lui y apparaît. Mais les objets dans lesquels se matérialise le produit en excédent n'auront pas été produits par le travail domestique, mais par l'autre composante du travail nécessaire.

Travail non marchand : production de valeurs d'usages sans valeur d'échange

Avec le travail humain, toute société produit des choses qui lui servent à satisfaire ses besoins ou, simplement à accumuler pour l'avenir. Par conséquent, toutes les choses que produit une société doivent avoir une utilité ou, dit en termes de la théorie de la Valeur, tous les produits du travail humain doivent avoir une valeur d'usage. Tant le travail socialement nécessaire, que le produit excédentaire sont constitués par des objets qui ont une valeur d'usage.

Une partie du total des valeurs d'usage aura été produite par un travail réalisé hors du marché et avec la finalité fondamentale de satisfaire directement les besoins. Dans ce cas, ce seront des valeurs d'usage qui n'auront pas de valeur d'échange.

Les produits que les paysans obtiennent dans leurs jardins pour leur propre consommation n'ont pas été cultivés dans le but d'être vendus sur le marché, mais pour les nourrir, les vêtir, eux et leur fa-

mille. Le travail qu'ils y consacrent a une caractéristique non marchande, et, dans le sens strict, ces valeurs d'usage n'ont pas de valeur d'échange puisque de fait, les différents paysans d'une même société peuvent appliquer des technologies très diverses. Il n'existe aucun mécanisme social mettant en rapport la production de chacun d'entre eux avec celle des autres, elles ne sont pas régies par les mécanismes du marché. C'est pour cela qu'elle n'a pas de valeur d'échange. Mais elle pourrait en avoir. Si un paysan va au marché avec les produits de son champ, au lieu de l'auto-consommer, il verra qu'on lui en donne un certain prix. Sa valeur d'échange n'aura rien à voir avec les heures de travail qu'il a fallu - en particulier - pour les produire, mais bien avec celles qu'y consacre, en moyenne, la société dans son ensemble. Mais bon an mal an, ce sont là des valeurs d'usage qui pourraient avoir une valeur d'échange.

La division sexuelle du travail

Les produits du travail domestique sont un autre exemple de valeurs d'usages qui n'ont pas de valeur d'échange, mais il existe une différence fondamentale avec l'auto-consommation des paysans : ils ne pourront jamais avoir une valeur d'usage parce qu'au moment même où, dans le contexte de la famille, serait produit quelque chose pour être échangé, le travail consacré à cette production cesserait d'être du travail domestique. Les femmes ne font pas la cuisine quotidiennement pour l'échanger au marché, et s'il en était ainsi, nous ne serions pas en train de parler de travail domestique mais bien d'une activité marchande.

D'autre part, si une femme prépare la cuisine quotidienne dans une famille qui n'est pas la sienne, en échange d'un salaire, nous ne sommes pas en présence d'un travail domestique mais d'un travail salarié. La caractéristique fondamentale du travail domestique c'est qu'il s'agit d'un travail qui se réalise en dehors du marché, raison pour laquelle il ne possède pas de valeur d'échange. Avec lui, la femme produit des valeurs d'usage qui n'ont pas de valeur d'échange puisqu'elles sont destinées à être consommées dans sa propre famille.

En ce sens, le travail domestique, la relation d'une femme avec son mari n'ont pas leur origine dans le marché, mais s'enracinent dans la division sexuelle du travail. De fait, la relation familiale à laquelle est soumise la femme ne relève pas de l'exploitation, puisqu'aucune plus-va-

2) Le rôle que la marchandise occupe dans l'analyse économique de Marx est manifeste dès le premier paragraphe du *Capital* : "la richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une immense accumulation de marchandises. L'analyse de la marchandise, forme élémentaire de cette richesse sera par conséquent le point de départ de nos recherches" (*Le Capital*, Livre I, chapitre I. Editions sociales, Paris, 1972). A partir de là, dans le reste du *Capital*, le travail domestique n'ayant pas un caractère marchand, est tout simplement ignoré.

lue n'en est extraite, mais bien de l'oppression. L'institution qui garantit cette oppression, c'est la famille.

Les formes concrètes acquises par la famille à chaque période historique ou dans chaque forme sociale ont été très variées. Mais de la même façon que la propriété privée des moyens de production est l'institution de base du capitalisme et celle qui garantit l'exploitation des travailleurs/euses, indépendamment des formes qu'elle a prises à chaque époque historique, la famille est l'institution de base garantissant l'oppression de la femme et la division du travail en fonction du sexe, indépendamment des formes qu'elle peut prendre.

Une autre partie de l'ensemble des valeurs d'usage de la société aura été produite par le travail salarié (3) dans le but d'être vendue sur le marché. Ce seront les marchandises qui ont simultanément une valeur d'usage et une valeur d'échange (4).

Une partie des marchandises produites seront nécessaires à la subsistance des travailleurs et de leur famille.

Travail salarié : production de marchandises

Le travail domestique est insuffisant, aussi une partie de la production nécessaire à la subsistance se réalise-t-elle dans les circuits du marché, à charge du travail salarié. En conséquence, le capital doit mettre à la disposition des travailleurs les marchandises dont ces derniers ont besoin, au-delà du travail domestique, pour pouvoir subsister. Ils les achèteront sur le marché en les payant avec un salaire qu'ils ont obtenu à travers la vente de leur force de travail. Les marchandises qui restent après que celles dont les travailleurs ont besoin pour leur subsistance aient été mises à leur disposition, constituent le produit excédentaire. Cette production excédentaire aura été constituée par un ensemble de marchandises produites par le travail salarié, et non par le travail domestique. En ce sens, le travail domes-

tique ne crée pas d'excédent mais l'excédent, n'en est pas indépendant.

En effet, même si ce n'est pas directement, la plus ou moins grande intensité du travail domestique affecte le produit excédentaire.

Le travail domestique crée-t-il de la valeur ?

Une augmentation de la production de valeurs d'usage par le travail domestique pourrait permettre une diminution des marchandises nécessaires au maintien de la subsistance des travailleurs et donc, en conséquence, une augmentation du produit excédentaire. A l'inverse, une diminution de la production effectuée par la femme au sein de la famille, parce qu'elle s'intègre davantage au marché du travail par exemple, implique que le capital doit mettre davantage de marchandises à disposition des travailleurs. Si tout le reste demeure identique, cela implique une diminution du produit excédentaire. Ainsi, travail domestique et travail salarié sont directement indépendants, mais sont intimement liés. Nous verrons plus loin comment.

Dans ce qui précède, nous avons vu que le travail socialement nécessaire, c'est-à-dire, celui que la société consacre à produire ses moyens de subsistance, a différentes composantes :

a) celui que les paysans consacrent à produire les valeurs d'usage qui constituent leur auto-consommation ;

b) le travail domestique ;

c) le travail salarié consacré à la production de marchandises nécessaires à la subsistance des travailleurs et de leur famille, c'est-à-dire, la partie du travail salarié qui est consacrée à reproduire la valeur de la force de travail. Tout travail qui est fait au-delà sera destiné à obtenir un produit excédentaire, que s'approprient les classes dominantes.

Le travail domestique est donc, en conséquence, un travail nécessaire pour la subsistance de la société dans son ensemble, même s'il ne produit pas de valeurs d'échange. Mais peut-on dire que l'ensemble de la production de valeurs d'usage que réalise le travail domestique définit un mode de production, patriarcal, qui se superposerait au mode de production capitaliste ?

3) Dans une société capitaliste, le travail marchand, c'est-à-dire celui qui se réalise dans le cadre du marché, est de deux types : travail salarié (celui qu'effectuent toutes les personnes qui sont obligées de vendre leur force de travail en échange d'un salaire) et le travail non-salarié (qu'effectuent ceux qui sont leur propre patron).

Dans le mouvement féministe, il est courant d'appeler "travail salarié" ce qui ne relève pas du travail domestique, mais, on peut le déduire de ce qui précède, il serait plus correct de l'appeler "travail marchand". Dans cet article, nous avons décidé de faire abstraction du travail non-salarié, ce qui ne change en rien fondamentalement les choses.

4) Nous faisons abstraction pour simplifier, du fait qu'une partie du travail salarié n'est pas consacré à produire des marchandises, mais à prêter des services sur le marché, comme c'est le cas du commerce, de la santé, de l'enseignement, etc. Ce dernier travail a une valeur d'échange, puisque qu'il se réalise sur le marché, mais ne crée pas de valeur, bien qu'il soit indispensable au fonctionnement du système capitaliste. Une partie du produit

Peut-on dire que le travail domestique crée une autre catégorie de valeur, la "valeur domestique", s'il faut lui donner un nom, de la même façon que le travail salarié crée la valeur d'échange ?

Un mode de production est la forme selon laquelle une société produit les moyens de sa subsistance. Il a donc un caractère social et, en conséquence, il est nécessaire que la production d'un quelconque organe de ce système soit connectée par le biais d'un mécanisme social à n'importe quel autre organe de ce système. Dire que cela doit avoir un caractère social équivaut à dire que les formes de production concrètes des individus doivent être liées matériellement entre elles. Ce n'est pas ce qui se passe avec le travail domestique, car il n'existe aucune relation matérielle commune entre celui qui se réalise dans une famille et dans une autre. Donc, il n'est pas juste de parler d'un mode de production patriarcal.

Il ne serait également pas juste d'affirmer que le travail domestique crée une certaine sorte de valeur. L'utilisation des instruments de la théorie de la Valeur pour les appliquer au travail domestique, en référence aux caractéristiques que doit réunir le travail social, peut nous servir à éclaircir les choses.

La valeur d'échange d'une marchandise est déterminée par la quantité de travail nécessaire à sa production de telle façon que, sur le marché, quand on échange deux d'entre elles, on échange travail contre travail selon la quantité de travail qui est incorporée dans chacune d'entre elles. Si produire une veste coûte 15 heures de travail et une paire de chaussures 5 heures, on changera sur le marché une veste contre trois paires de chaussures. Mais le travail auquel nous faisons référence a des caractéristiques particulières qui tiennent au fait qu'il s'agit d'un travail social.

Le travail socialement nécessaire

En premier lieu, ce n'est pas le travail que nécessite la production de chaque marchandise concrète mais celui qui est socialement nécessaire à sa production (5). Chaque marchandise spécifique a une valeur individuelle qui sera déterminée par le nombre d'heures de travail qu'il a fallu pour la produire. Si la production d'une

excédentaire est consacrée à la rétribution de ce travail.

5) Nous sommes ici en présence d'une de ces catégories mal précisées, auxquelles nous faisons référence au début. Depuis Marx, la valeur d'échange d'une marchandise ou simplement la valeur, est "la quantité de travail socialement nécessaire pour la produire".

D'autre part, dans la tradition marxiste, le produit indispensable à la subsistance de la société est également nommé "socialement nécessaire" et c'est ainsi que nous avons procédé dans le texte. Evidemment, l'expression "socialement nécessaire" peut signifier des choses très différentes dans beaucoup de cas.

C'est une confusion qui ne favorise en rien le traitement du travail domestique. Voilà pourquoi nous avons maintenu l'expression "socialement nécessaire" pour définir cette partie du produit ou du travail social qui sont indispensables pour la société, et nous avons défini la valeur d'échange comme la quantité de travail "socialement nécessaire" pour produire une chose.

Ce sont des synonymes mais ils ont une charge idéologique très différente.



veste a coûté 20 heures de travail au tailleur, ce sera là la valeur individuelle de la veste. Mais ce ne sera pas sa valeur d'échange. S'il existe dans cette société un autre tailleur qui la produise en mettons, dix heures de travail, il serait grotesque que quelqu'un achète une veste à 20 heures quand il peut en acheter une à moindre coût. La valeur d'échange d'une marchandise est déterminée par le travail socialement nécessaire à sa production, c'est-à-dire, non par le nombre d'heures employées à la production d'un objet concret, mais par le nombre d'heures qu'il faut pour le fabriquer dans les conditions moyennes de production de cette société, à cette époque. Avec l'exemple des vestes, si l'on en produit deux, et que l'une coûte 20 heures et l'autre 10 heures de travail, la valeur d'échange des deux sera de 15 heures. Le premier tailleur aura gâché du travail social et le second sera félicité par la société pour son efficacité.

Objets concrets, travail abstrait

En second lieu, il s'agit là de travail abstrait, c'est-à-dire qu'il est fait abstraction de son caractère spécifique. Sur le marché, quand des marchandises sont échangées, on échange travail pour travail, selon une règle d'équivalence que réalise le marché même, en donnant plus de valeur au travail qualifié qu'au travail simple. On échange du travail abstrait et non des travaux spécifiques. De fait, dans l'exemple que nous avons pris, on échange des heures de travail de tailleur contre des heures de cordonnier, mais nous pourrions en prendre d'autres dans lequel on échangerait des heures d'ingénieur contre des heures de manœuvre. Car ce que fait le marché, c'est échanger ce que toutes les marchandises ont en commun : être le produit du travail humain, en abstraction.

Ainsi donc, la valeur d'échange d'une marchandise est déterminée par la quantité de travail abstrait socialement nécessaire requise pour la produire. Si le travail domestique créait un certain type de valeur, il devrait être possible de parler de travail domestique abstrait socialement nécessaire. Que signifie travail abstrait socialement nécessaire dans le cas du travail domestique ?

La caractéristique du travail abstrait est que l'on peut échanger les heures de travail d'un ingénieur avec celle d'un métallo, parce que le marché fixe l'équivalence des deux par rapport à un concept homogène : l'heure de travail abstrait. Dans le travail domestique, il n'y a aucun échange et, donc, il n'existe aucun mécanisme social qui définisse "l'heure de travail domestique abstrait". Que signifie "une heure de femme au foyer" ? Des choses très différentes puisque la technologie, la connaissance, les produits et les services à rendre, etc., qui existent dans chaque famille, pour ce qui est du travail domestique, sont très différents les uns des autres et qu'il n'existe aucune façon de les faire communiquer. Il n'existe aucun mécanisme social qui puisse établir une

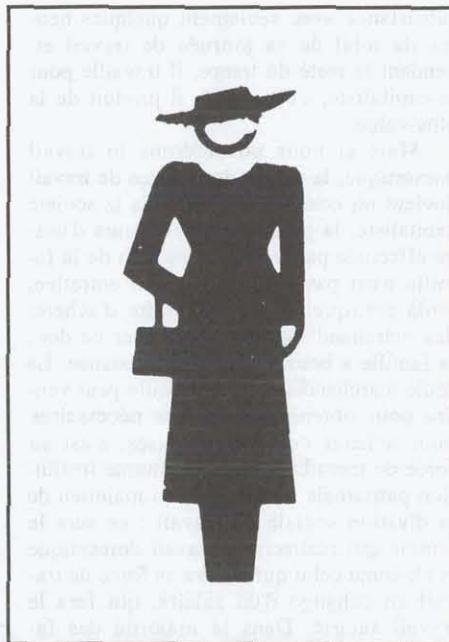
relation entre une heure de travail domestique de la femme d'un manœuvre et une heure de travail domestique de celle d'un ingénieur.

Mais passons au concept de travail socialement nécessaire. Dans le cas des marchandises, il a une connotation technologique : c'est le nombre d'heures qu'il en coûte en moyenne à une société pour produire une marchandise, étant donné la technologie, l'habileté de sa main-d'œuvre, etc. De nouveau, c'est le marché qui fixe la moyenne sociale. Il n'existe aucun mécanisme social qui puisse indiquer quel est le nombre d'heures de travail domestique qui est nécessaire en moyenne pour produire la nourriture d'une famille ou le nettoyage d'une maison. Plus, pour la production de marchandises, ce qui compte c'est d'économiser des heures de travail, alors que dans le travail domestique, l'objectif est l'élaboration de valeurs d'usage pour la consommation familiale (les repas quotidiens ou l'alimentation et les soins aux enfants par exemple) quel qu'en soit le prix en termes d'heures de travail. De fait, si nous appliquons le concept de travail socialement nécessaire au travail domestique, nous arriverions à la conclusion que dans la majorité des cas, il est socialement non nécessaire car, étant donné le faible intérêt qu'a le capital à l'augmentation de la productivité des familles et les connotations idéologiques de l'oppression patriarcale, les femmes emploient beaucoup plus d'heures de travail à produire la partie qui leur revient du produit nécessaire à la subsistance de la société qu'il ne serait nécessaire, vu le niveau de connaissance et de technologie actuelles.

Travail domestique et valeur de la force de travail

Comme nous venons de le voir, on ne peut parler de travail abstrait socialement nécessaire dans le cas du travail domestique parce qu'il n'existe pas de mécanisme social qui permette de le reconnaître. En conséquence, l'ensemble des valeurs d'usage que produit le travail domestique ne constitue aucun "mode de production patriarcal". Il est certain que la production de valeurs d'usage au sein de la famille coûte aux femmes de nombreuses heures de travail, et que comme nous l'avons vu, leur production est une partie substantielle du produit socialement nécessaire mais, au sens strict, le travail domestique ne crée aucune valeur qui ne soit pas d'usage.

La loi de la Valeur, en fonction de laquelle le capital se dirige d'une activité moins rentable à une autre plus rentable et qui par conséquent, est le mécanisme au travers duquel le travail salarié de la société se distribue, ne régit pas directement le travail domestique. On ne peut pas non plus énoncer une loi qui, de manière analogue à la loi de la Valeur, redistribuerait le travail domestique entre les femmes selon des critères d'efficacité sociale. Sa régulation fondamentale est faite par la



famille comme institution de base du système patriarcal et sa mission consiste en ce qu'une partie de la production nécessaire à la société se réalise en dehors des circuits du marché et retombe sur les femmes.

La force de travail, une marchandise

Le travail domestique n'est pas le seul à n'ajouter aucune valeur aux choses. Le travail salarié qui s'emploie dans les secteurs non-productifs (santé, enseignement, commerce, hôtellerie, administration publique...) ne produit pas de marchandises incorporant un travail, mais des services qui n'ajoutent pas de valeur. Toutefois, ces travailleurs vendent leurs services en échange d'un salaire et, donc, sont partie prenante de la force de travail, qui a une valeur d'échange. Pourrait-on parler de la "valeur de la force de travail domestique" par analogie avec la valeur de la force de travail en général ? Existe-t-il un prix du travail domestique, c'est-à-dire, pourrait-on parler d'un salaire domestique ?

Si nous faisons abstraction du travail domestique, la valeur de la force de travail devient un concept absolu : c'est la quantité de travail socialement nécessaire pour reproduire la force de travail. En effet, dans la société capitaliste, le travailleur est obligé de vendre sa force de travail en échange d'un salaire, puisque c'est là la seule marchandise dont il dispose et qu'il puisse vendre pour acheter celles dont il a besoin pour subsister.

La force de travail est donc une marchandise de plus et, à l'égal de la valeur de n'importe quelle autre marchandise, sa valeur d'échange est déterminée par la quantité de travail nécessaire à sa production, c'est-à-dire par la valeur de ses moyens de subsistance.

Produire ce qui est nécessaire pour vivre une journée requiert moins d'heures de travail qu'une journée de travail, car le travailleur peut reproduire ses moyens de

subsistance avec seulement quelques heures du total de sa journée de travail et, pendant le reste du temps, il travaille pour le capitaliste, c'est-à-dire, il produit de la plus-value.

Mais si nous considérons le travail domestique, la valeur de la force de travail devient un concept relatif. Dans la société capitaliste, la production de valeurs d'usage effectuée par la femme au sein de la famille n'est pas suffisante à son entretien, voilà pourquoi il est nécessaire d'acheter des marchandises pour compléter ce dont la famille a besoin pour sa subsistance. La seule marchandise que la famille peut vendre pour obtenir les moyens nécessaires pour acheter ces marchandises, c'est sa force de travail. La famille comme institution patriarcale est chargée du maintien de la division sociale du travail : ce sera la femme qui réalisera le travail domestique et l'homme celui qui vendra sa force de travail en échange d'un salaire, qui fera le travail salarié. Dans la majorité des familles, c'est l'homme qui effectue le travail salarié, mais comme nous parlons au niveau conceptuel, qu'il y ait des familles où le travail salarié est effectué par l'homme et la femme, ou seulement la femme, ne change rien aux choses, puisque, en tous cas, ce seront les femmes qui feront le travail domestique dans l'immense majorité des cas. Rappelons nous ce que nous avons dit dans un paragraphe précédent sur la famille comme institution abstraite, garante de la division sexuelle du travail.

Travail salarié et travail domestique

Le niveau de vie des travailleurs et de leur famille sera déterminé par les valeurs d'usage qu'obtient la femme avec son travail au foyer (le travail domestique) et par les marchandises qui s'obtiennent sur le marché avec le salaire de l'homme (le travail salarié). Le premier n'entre pas dans les circuits du marché et n'est pas régi par la loi de la Valeur, ce qui fait que pour le capitaliste il n'est pas partie prenante de la valeur de la force de travail. Le capitaliste se limite à payer aux travailleurs ce qui est nécessaire pour qu'ils achètent les marchandises dont ils ont besoin pour qu'ils puissent subsister, eux et leur famille. Le travail domestique est une auto-production et une autoconsommation qui n'intéresse en rien le capitalisme.

En conséquence, on ne peut parler d'une "valeur de la force de travail domestique" puisque la valeur de la force de travail inclut non seulement les marchandises nécessaires à la reproduction du travail salarié mais aussi celles qui sont nécessaires à la reproduction du travail domestique. Quand le capitaliste paye un salaire, il paye la valeur de la force de travail qui inclut non seulement le travailleur, mais aussi sa femme et toute la famille (6). Mais le salaire d'un travailleur n'intègre pas la rétribution du travail de sa femme parce que ce dernier n'a pas de valeur d'échange.

Le rôle du travail domestique consiste à produire une partie des valeurs d'usage

nécessaires à la reproduction de la force de travail en dehors des circuits du marché (7). Ce qui est incorporé à la valeur des marchandises sont les heures de travail qu'effectue le travailleur salarié. Celles qu'effectue sa femme à la maison servent à son entretien, mais les heures qu'un travailleur incorpore à une marchandise sont indépendantes de celles que sa femme a consacrées au travail domestique.

Finalement, on ne peut parler de "prix du travail domestique" ou de "salaire domestique". Le salaire du travailleur salarié sert à l'entretien de sa famille, il n'y en a pas une partie qui soit la rétribution du travail domestique de la ménagère. Mais ce dernier point requiert des précisions additionnelles.

Le travail domestique n'a pas de valeur, mais il pourrait avoir un prix. Il existe d'autres choses dans la société capitaliste qui, comme la terre stérile, n'ont



pas de valeur d'échange mais qui, en revanche, ont un prix. Mais, pour qu'il existe un prix, il faut qu'il soit possible que la chose à vendre puissent avoir divers acheteurs. Ce n'est guère le cas du travail domestique.

Travail domestique, capital variable et plus-value

D'un autre côté, supposer que la femme vend ses services à son mari, le seul acheteur qu'elle puisse avoir, puisque en dehors du foyer elle n'effectuerait pas un travail domestique mais un travail salarié, seraient définir les relations patriarcales comme étant un rapport d'exploitation et non d'oppression, un concept beaucoup plus large que le premier.

A l'exploitation normale que subissent tous les travailleurs, s'ajoutent pour les femmes travailleuses, l'oppression patriarcale.

Dans les paragraphes précédents, nous avons avancé une série d'arguments dont nous pouvons tirer de premiers conclu-

sion : toute transposition mécanique au travail domestique des concepts qui sont utilisés pour le travail salarié, constitue une erreur. Au contraire de ce qui se produit avec ce dernier, le travail domestique n'a pas de valeur d'échange, on ne peut rien trouver de semblable à "un salaire domestique", il ne produit pas de valeurs d'usage qui aient une valeur d'échange, il n'ajoute aucune valeur aux choses, et en conséquence, nul n'en obtient de plus-value.

Cela est dû au fait que la régulation du travail domestique n'est pas régie par la loi de la Valeur, car elle se réalise en dehors des circuits du marché, mais par la famille, comme institution de base du système patriarcal.

Un rôle fondamental pour l'économie capitaliste

Toutefois, dans la mesure où c'est un des éléments qui détermine le niveau de vie des travailleurs et de leur famille, il joue un rôle fondamental pour l'économie capitaliste. Personne n'obtient de plus-value du travail d'une femme concrète à la maison, mais l'ensemble du système peut augmenter la masse totale de plus-value grâce au travail domestique de l'ensemble des femmes. Ainsi, le travail domestique n'est pas régulé par la loi de la Valeur mais, comme c'est le cas de toutes les choses sous le mode de production capitaliste, il n'en est pas indépendant.

La valeur d'une marchandise, qui se juge par la quantité de travail socialement nécessaire pour la produire, se compose de divers éléments. D'un côté, il faut compter le nombre d'heures de travail qu'il faut pour produire les matières premières avec lesquelles elle est fabriquée et celles qui s'y intègrent à travers l'usure de la machine utilisée pour sa production. C'est le travail mort qui s'incorpore avec le capital constant. D'un autre côté, il faut compter le nombre d'heures que le travailleur a utilisées directement dans sa production (comme nous l'avons vu auparavant, dans les conditions moyennes de productivité, savoir-faire, etc. de chaque société à chaque époque). C'est le travail vivant qui s'incorpore à la marchandise, il a, à son tour deux composantes : le capital varia-

6) Marx le reconnaît ainsi dans *Le Capital* quand, en parlant du travail féminin et infantile comme moyens d'augmenter la plus-value, il dit : "La valeur de la force de travail n'est pas déterminée par le temps de travail nécessaire à la subsistance de l'ouvrier adulte individuel, mais par celui qui est nécessaire à la subsistance de la famille ouvrière" (*Le Capital*, Livre I, chapitre XIII, 3e paragraphe).

7) Marx considère la famille bourgeoise comme un instrument de plus de la société capitaliste. Son rôle est la production d'une partie des valeurs d'usage dont la société a besoin pour subsister et toutes les autres caractéristiques de la famille, les liens affectifs, le rôle subordonné des femmes en son sein, etc. ont comme seul objectif fondamental, l'augmentation de l'exploitation.

C'est pourquoi, la famille bourgeoise et, il faut le supposer, l'oppression des femmes, disparaîtra avec l'abolition de la propriété privée. En ce sens, dans Marx, l'oppression de la femme dans le capitalisme est son "exploitation" à travers la famille. Voir à ce sujet, le *Manifeste communiste*, dans le paragraphe consacré aux "Proletaires et communistes" où cette conception de la famille semble la plus claire.

ble, qui est la partie des heures de travail direct équivalent à la valeur des moyens de subsistance dont le travailleur et sa famille ont besoin, et la plus-value, qui est la partie des heures de travail direct que s'approprie le capitaliste. Une réduction de la valeur de la force de travail produite par une plus grande intensité du travail domestique par exemple, impliquerait une réduction de la partie correspondante du capital variable qui s'incorpore à la marchandise. Avec le même travail vivant, cela supposerait une augmentation de la plus-value.

Chaque capitaliste individuel ne peut pas faire grand-chose pour réduire la valeur de la force de travail par ce biais, car le salaire qu'il paye à ses travailleurs est indépendant du travail que leurs femmes effectuent à la maison. Mais pour le capitalisme dans son ensemble, le travail domestique permet que le travail salarié nécessaire au maintien du niveau de vie des travailleurs et de leur famille soit inférieur à celui qui serait requis en son absence. Il suppose une diminution de la valeur de la force de travail et donc, une réduction du capital variable total et, en conséquence, une augmentation de la plus-value prise globalement. Ainsi, le travail domestique contribue à la formation de la plus-value globale de la société, parce qu'il maintient le capital variable à un niveau plus bas que celui qui correspond au niveau de vie effectif des travailleurs.

Place du travail domestique dans l'économie capitaliste

Le capital peut utiliser le travail de la femme sous une forme additionnelle pour réduire la valeur de la force de travail et augmenter la plus-value. L'intégration massive des femmes au travail salarié tout en maintenant la même quantité de travail domestique, c'est-à-dire, l'utilisation intensive de la double journée de travail, entraîne une dévalorisation de la force de travail. Car étant donné le niveau de vie des travailleurs et de leur famille, déterminé historico-sociologiquement, l'intégration des femmes au travail salarié sans diminution du temps consacré au travail domestique équivaut à une dévalorisation du travail effectué par l'homme. En effet, pour maintenir et reproduire la même famille, il fallait auparavant une journée de travail salarié, mais avec l'intégration des femmes aux activités marchandes, il en faut deux, celle de l'homme et celle de la femme. Cela signifie qu'il faut davantage de journées de travail pour obtenir les marchandises qui constituent la valeur de la force de travail. De cette façon, le capital pourra réduire la proportion de la journée de travail que chaque travailleur utilise à reproduire les moyens de son existence propre, ce qui, se traduira donc par une augmentation de la plus-value (8).

En conclusion, même s'il n'est pas extrait directement de plus-value du travail domestique, travail domestique, travail salarié et production de plus-value, sont intimement liés pour une société dans son

ensemble. Dans une société primitive, le produit nécessaire à la subsistance de la société doit être interprété au sens strict, c'est-à-dire comme la production minimum et indispensable pour que la société vive et se reproduise. Mais, dans une société capitaliste développée, il faut inclure dans ce concept, des productions qui, si elles ne sont pas nécessaires à la survie effectivement du point de vue matériel strict, le sont d'un point de vue historico-sociologique. La consommation de viande, par exemple, est excessive dans les pays industrialisés car du point de vue matériel, le niveau de production de cette denrée dans ces pays ne peut être considéré comme nécessaire pour la survie. Mais l'adoption de mesures qui signifieraient une réduction drastique de la production de viande impliquerait de graves problèmes sociaux.

Stabilité sociale et niveau de vie

A long terme, dans certaines limites, le capital peut agir sur ce que la société considère comme produit socialement nécessaire, mais à court terme, c'est une donnée. Le niveau de vie des travailleurs, la valeur de la force de travail et le salaire de subsistance sont également déterminés par des facteurs historiques et sociologiques. Le salaire ne peut être simplement la contrepartie des marchandises nécessaires à la subsistance, mais il doit être suffisant pour que le niveau de vie des travailleurs puisse inclure des valeurs d'usage comme l'automobile, si l'on veut obtenir une certaine stabilité sociale ; il existe un salaire indirect que constitue la prestation de certains services indispensables, comme la santé ou l'éducation, auxquels le capital doit consacrer une partie de la plus-value, etc.

Si nous faisons abstraction du travail domestique, une réduction du niveau de vie des travailleurs implique une baisse de la valeur de la force de travail, et, en conséquence, une augmentation de la plus-value. Toutefois, à l'instar de ce qui se passe avec le produit socialement nécessaire, le capital ne peut agir significativement sur ces facteurs qu'à long terme.

C'est précisément là un des objectifs

de la politique d'austérité. La réduction du pouvoir d'achat des salaires qu'elle comporte, a pour but d'augmenter la plus-value relative en réduisant la valeur de la force de travail ce qui, de fait, se traduit par une réduction de la consommation des travailleurs. Mais à court terme, ses effets ne peuvent être très significatifs. C'est pour cela qu'à long terme, le capital essaye de faire en sorte que les travailleurs acceptent dans leur niveau de vie, la suppression de certains biens ou la réduction des services sociaux. Les attaques contre la Sécurité sociale ou la rentabilité de l'enseignement que recherchent les gouvernements n'ont pas d'autre but.

Nous incluons le travail domestique dans cette analyse. La composition du niveau de vie des travailleurs et de leur famille, partagée entre travail domestique et travail salarié, est une variable qui affecte la plus-value et donc, le taux de profit. En effet, même si le niveau de vie ne changeait pas, une variation de cette composition dans le sens d'accroître (ou de diminuer) la proportion de travail domestique signifierait une réduction (ou une augmentation) de la valeur de la force de travail. C'est là une variable qui a une relative importance pour le capital mais, comme c'est le cas avec le produit socialement nécessaire ou le niveau de vie des travailleurs, la composition de ce dernier est également déterminée par des raisons historiques et sociologiques.

L'histoire du mode de production capitaliste est l'histoire de la mercantilisation croissante de la production sociale. Quand il a éjecté l'artisan de la production familiale pour le transformer en salarié, il a réduit la production de la famille elle-même et l'a obligée à acheter des marchandises sur le marché. Quand, au XIXe siècle, il établit un impôt sur les habitants des colonies et les obligea ainsi à vendre leur force de travail pour obtenir un salaire avec lequel ils le payaient, il les a obligés à réduire leur propre production et à acheter des marchandises. Le travail domestique n'a pas échappé à ce processus.

La mercantilisation des activités domestiques

La production de valeurs d'usage qu'effectue la femme dans sa maison n'a pas de valeur d'échange, mais le travail domestique comprend des activités qui peuvent être mercantilisées et devenir rentables pour le capital. Ainsi, le capital a éliminé la production pour l'auto-consommation, en grande partie réalisée par les femmes, les obligeant à acquérir ces produits sur le marché ; il a énormément développé l'industrie de l'alimentation pratiquement inexistante auparavant, allégeant une partie du travail domestique, et a converti la fabrication des vêtements qui, jus-

8) C'est là une des formes d'utilisation de la femme pour réduire la valeur de la force de travail et augmenter la plus-value relative qui a été traitée en particulier par Marx (voir *Le Capital*, Livre I, chapitre XIII). Il est extrêmement intéressant de le lire aujourd'hui, à la lumière de certaines des polémiques dans le mouvement féministe.



qu'alors était à la charge des femmes, en une de ses industries fondamentales.

Au stade du capitalisme tardif, où l'on enregistre une forte tendance à l'industrialisation des services, la tendance à la mercantilisation de certaines productions du travail domestique s'est accentuée. En conséquence, on peut enregistrer une tendance à la réduction de la production de valeurs d'usage par le travail domestique.

Toutefois, cela ne signifie pas qu'il y a eu une tendance parallèle à l'augmentation de la valeur de la force de travail. L'histoire du capitalisme est aussi celle de l'augmentation de la productivité du travail salarié. Une augmentation de la productivité dans les industries qui produisent des marchandises pour les travailleurs implique une réduction de la valeur de la force de travail, c'est-à-dire une dévalorisation du travail salarié.

A l'heure actuelle, le capitalisme met beaucoup plus de marchandises à disposition des travailleurs qu'il y a 100 ou 150 ans, tant en conséquence de l'élévation du niveau de vie, que de la mercantilisation du travail domestique. Mais l'augmentation de la productivité a été considérable, ce qui s'est traduit par une réduction de la valeur de ces marchandises, qui a dû être compensée par leur augmentation en nombre.

Hausse de la productivité et baisse du travail domestique

Bien que le capitalisme ait arraché des pans de travail domestique pour les introduire dans l'activité marchande, les travailleurs reproduisent aujourd'hui la valeur des marchandises qu'ils doivent acquérir sur le marché avec une proportion de leur journée de travail moindre qu'auparavant.

Le travail qu'effectue la société pour maintenir le niveau de vie des travailleurs et de leur famille s'est réduit avec le développement du capitalisme, parce que la part de ses deux composantes a été réduite. Mais la proportion qui est due au travail domestique aurait pu ne pas être réduite. D'un côté, l'augmentation de la productivité du travail salarié a été considérable. De l'autre, comme nous l'avons mentionné auparavant, le capitalisme avait beaucoup moins d'intérêt à augmenter la productivité du travail domestique, précisément parce qu'il s'effectue en dehors des circuits du marché. En fin de compte, la façon de faire la soupe ou les soins que requièrent un petit enfant ne sont pas si différents de ce qu'ils étaient voilà 100 ans. Surtout si on les compare avec les changements qui se sont produits dans le travail salarié. ■

Inprecor,
Septembre 1988

CHILI

Que se verra-t-il maintenant ?

15 APRES LE COUP D'ETAT sanglant qui, en septembre 1973, portait le général Pinochet au pouvoir, celui-ci vient de se faire prendre à son propre piège : par 54,68% contre 43,04%, il s'est vu rejeter sans appel dans le plébiscite qu'il avait lui-même organisé, le 5 octobre.

La fraude, à laquelle chacun pensait depuis la désignation du général-candidat unique par la Junte le 31 août dernier, a été impossible : l'écart entre les "Oui" et les "Non" était trop important. Tricher dans ces conditions-là, aurait pu s'avérer pire qu'accepter le résultat.

Ariane MERRI

D EPUIS LA LEVEE de l'état de siège en septembre, l'opposition a repris la rue. Des centaines de milliers de personnes ont manifesté pour le "Non". En quelques jours, la peur héritée de 15 ans de dictature s'est littéralement évanouie, même si les rumeurs d'*auto-golpe* devenaient insistantes au fur et à mesure que les sondages démontraient l'inéluctabilité de la défaite de Pinochet.

Au soir du scrutin, avant même que les résultats officiels ne soient communiqués par le ministère de l'Intérieur, le général Matthei, l'un des quatre membres de la Junte, reconnut la défaite de la dictature et, de nouveau, des dizaines de milliers de personnes ont envahi les rues pour crier leur joie et demander que Pinochet s'en aille sans attendre, "*que se vaya ahora !*".

La constitution de 1980

Mais le dictateur ne l'entend pas de cette oreille. Il va respecter la Constitution, a-t-il aussitôt déclaré, sa Constitution faite sur mesure et approuvée par un referendum frauduleux en mars 1980. Selon ce texte, la "transition" de la passation des pouvoirs aux civils, s'effectuera selon le calendrier suivant :

- D'aujourd'hui à novembre 1989... tout continue comme avant. Pinochet et la Junte sont respectivement reconduits dans leurs fonctions du 11 mars 1989 au 11 mars 1990 ;

- 14 novembre 1989, la campagne présidentielle est lancée. La Constitution prévoit que l'actuel président de la République - c'est-à-dire Pinochet - ne peut se représenter ;

- 11 décembre 1989, les élections présidentielle et des représentants au Congrès sont convoquées ;

- 14 décembre 1989, premier tour des élections ;

- 10 février 1990, date probable du

second tour de l'élection présidentielle, si besoin est ;

- 11 mars 1990, Pinochet cède la présidence au nouvel élu. Le Congrès national entre en fonction.

Voilà ce qui est prévu. Maintenant, beaucoup pensent, au Chili, que mars 1990 ou même décembre 1989, c'est finalement bien loin, que de nombreux événements peuvent se produire d'ici là, que rien n'est immuable, et que beaucoup de points sont négociables entre gens raisonnables.

Une gifle pour le dictateur

La défaite de Pinochet est une gifle personnelle pour le dictateur qui pensait réellement se perpétuer jusqu'à la veille du XXI^e siècle, pour continuer la "*geste entreprise à partir du 11 septembre 1973*".

De nombreux partisans du régime, civils comme militaires, étaient réticents, voire hostiles, à sa candidature. Ce n'était certes pas par humanisme, mais ils pensaient que Pinochet était le plus apte à focaliser sur son nom toute la haine de la dictature accumulée pendant 15 ans. Et c'est ce qui s'est effectivement produit.

Voilà encore un an, l'opposition était sur la défensive, divisée. Le mouvement populaire qui avait occupé la rue des premières *protestas* de 1983 jusqu'en juillet 1986, était dans l'expectative et largement écœuré des attermoissements de cette opposition, incapable d'aller de l'avant et de porter le coup décisif au régime en difficulté. La sévère répression qui suivit l'attentat manqué contre Pinochet en septembre 1986, revendiqué par le Front patriotique Manuel Rodriguez (FPMR), la énième volte-face du Parti communiste chilien qui vint quelque temps après (nous y reviendrons plus avant) firent le reste : la dictature avait le vent en poupe, les prix du cuivre s'envolaient sur les marchés internationaux, le taux de croissance

économique affichait une vigueur insolente, et l'opposition s'occupait à régler ses comptes. Pinochet décidait, sur cette base, de pousser l'avantage, s'imposant *de facto*, comme le futur candidat unique du plébiscite.

Depuis près d'un an, il est entré en campagne, multipliant voyages et déclarations, annonçant réduction d'impôts, construction de logements, hausses de salaires, etc., toutes mesures clientélistes visant à faire apparaître sa candidature comme allant "naturellement" de soi.

Toujours dans cette perspective, il allait remanier le gouvernement pour mettre aux postes-clés ses hommes-liges, ceux qui forment ce que l'on nomme le *bunker*.

Sa campagne se fit sur quelques thèmes simples. Dans le domaine politique et idéologique, il y a Dieu et le Diable, le Bien et le Mal, Moi ou le chaos du communisme. Sur le plan économique, le choix est entre un régime qui a sorti le Chili du sous-développement ou le retour à l'anarchie de l'Union populaire.

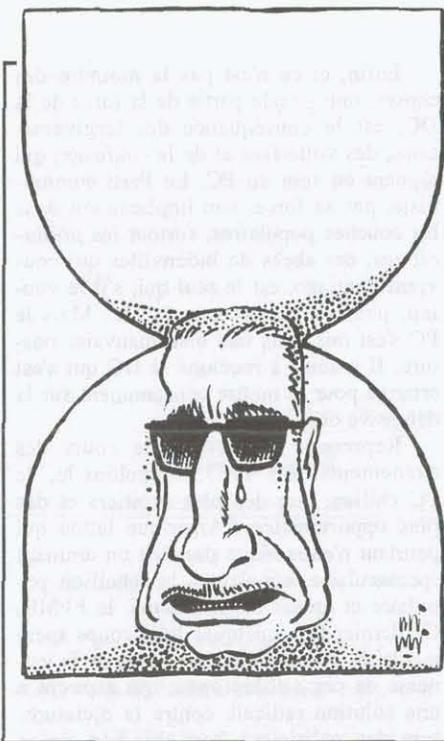
Le choix de l'Oncle Sam

Nous l'avons dit, d'autres partisans du régime - civils ou militaires - étaient moins enthousiastes quant à cette belle certitude, et savaient qu'il serait plus facile de mener à bien une transition en douceur avec un personnage moins encombrant que Pinochet.

Pour leur part, les Etats-Unis ne se faisaient pas faute de le faire savoir, et quand on sait le rôle qu'a eu ce pays dans la mise en place de la Junte en 1973, il est aisé de comprendre qu'il a un avis de poids.

Tout en renforçant les liens avec les vrais maîtres politiques du pays, les militaires, les Américains ont subventionné les partis respectables de l'opposition, notamment la Démocratie-chrétienne, sachant que c'est dans leurs rangs que l'on trouve les civils présentables pour une future normalisation. C'est la poursuite des processus de transition entrepris auparavant dans les autres pays du Cône sud, l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay. Entendons-nous bien, la doctrine chère à Jane Kirpatrick, celle qui partageait le monde entre les "ennemis totalitaires" et les "amis autoritaires" n'a pas été abandonnée par une administration républicaine soudainement touchée par la grâce de la démocratie. Elle s'est sophistiquée. Le développement des insurrections révolutionnaires dans l'isthme centro-américain, la résurgence de guérillas de masse dans de nombreux pays et, plus généralement l'instabilité politique chronique et l'exploisibilité économique du sous-continent, ont amené une reformulation de la doctrine de sécurité nationale. La politique étrangère des Etats-Unis vis-à-vis de l'Amérique latine combine la mise en place de régimes civils sous haute surveillance militaire (la nouvelle Constitution brésilienne en est le dernier exemple) avec le renforcement de la guerre de basse intensité.

Cette reformulation-réorientation ap-



paraît nettement dans le document rédigé par le fameux groupe de Santa-Fé, pour la campagne électorale de George Bush.

Mais les dictateurs ont leur autonomie. Et le général Pinochet n'a guère apprécié de se voir écarté comme un malpropre pour des raisons de haute politique après tant d'années de bons et loyaux services. Et lire ses tonitruantes déclarations contre "l'ingérence étrangère" des Etats-Unis dans les affaires intérieures du Chili ne manque pas de sel. Il nous avait d'habitude habitués à voir diriger ses tirades enflammées contre l'Union soviétique ou Cuba, ces deux incarnations du Mal !

Au lendemain du 5 octobre, les civils, qui étaient réticents comme en partie ceux qui avaient soutenu sans réserve Pinochet, ont été bien prompts à tirer les leçons du scrutin pour préparer leur avenir.

En revanche, du côté du *bunker*, on ne désarme pas. Fernandez, le ministre de l'Intérieur, expliquait que le général est le grand vainqueur du scrutin puisqu'à lui tout seul, il obtient 43% des voix alors que l'opposition à dû s'y mettre à seize (nombre des partis qui composent le Commando pour le Non, sans le PC) pour faire 54%. Associé aux groupes d'extrême-droite tel Patrie et liberté, ces fidèles du régime réclament maintenant une révision de la Constitution afin que Pinochet puisse être candidat en 1989.

Pas question, répondent les deux principaux partis de droite, l'Union démocratique et indépendante (UDI) et le Parti de rénovation nationale (PRN) qui vise aujourd'hui l'après-Pinochet.

De toute façon, les partis civils comptent pour peu de choses dans les prises de décisions importantes. Elles sont du seul ressort des militaires qui, d'ailleurs, ne se privent guère d'afficher leur mépris pour les "politicards".

Toute la politique de la hiérarchie militaire est guidée par deux objectifs fondamentaux : *premièrement, maintenir l'unité des forces armées au-delà des divergences*

tactiques qui peuvent apparaître ; deuxièmement, assurer la perpétuation et la projection du régime dans l'après-Pinochet, régime dont ils sont la clé de voûte.

Ces deux objectifs sont inséparables, le second est impensable sans le premier. Voilà pourquoi, malgré les réserves, vraies ou feintes, exprimées pendant des mois par certains quant à la candidature de Pinochet, la Junte a finalement investi le général. Aucun commandant des trois autres armes ne pouvait prendre la responsabilité d'une fracture aux sein des forces armées, d'autant que l'armée de terre que dirige Pinochet, est tout de même un gros morceau à diriger.

Réserves vraies ou feintes, avon-nous dit. En effet, depuis plus d'un an, on n'en finissait pas d'entendre les "petites phrases" de tel ou tel chef de corps d'armée faisant le portrait du candidat idéal... qui ne ressemblait pas à Pinochet. Le général Matthei s'en est fait une grande spécialité, maniant avec un art consommé, l'ouverture et la fermeture.

Sans doute ces déclarations, qui venaient toujours à point nommé, exprimaient-elles des discussions serrées au sein de la hiérarchie militaire, mais elles avaient à coup sûr un autre objectif : laisser dans l'expectative le plus longtemps possible, l'opposition en lui faisant miroiter la possibilité d'une candidature de consensus, et l'amener ce faisant à multiplier les concessions. Si l'on fait le bilan, cette tactique a été payante : le régime, la Junte n'ont fait pour leur part aucune concession, même la plus minime. Ils ont suivi à la lettre le calendrier prévu par la Constitution ; ils ont obligé l'opposition à accepter le cadre du plébiscite, tout en ne relâchant pas d'un iota la répression qui, selon le rapport d'*Amnesty International*, s'est même intensifiée du fait de l'apparition de commandos para-militaires d'extrême-droite. N'en doutons pas, cette tactique qui a donné de si bons résultats dans les mois précédant le plébiscite, va se poursuivre plus que jamais dans la période qui s'ouvre.

La perpétuation du régime

La Constitution de 1980 qui servira donc de base à l'après-Pinochet, régit les droits politiques et le fonctionnement des institutions... comme c'est le cas de toutes les constitutions. Mais celle-ci est particulièrement gratinée.

"*Tout acte de personne ou de groupe destiné à propager des doctrines qui attentent à la famille, propage la violence ou une conception de la société, de l'Etat ou de l'ordre juridique, de caractère totalitaire ou fondé sur la lutte des classes, est illécite et contraire à l'ordre de la République*"

C'est là le fameux article 8, qui met hors-la-loi toute la gauche. Mais l'application est faite à discrétion et les militaires sont seuls juges. Ainsi, le Parti humaniste et le Parti démocratique national qui avaient demandé leur légalisation en se soumettant à toutes les conditions requises par la Loi sur les partis politiques

(dépôt de 30 000 noms, etc.) se sont vu opposer une fin de non-recevoir le 12 septembre.

Mais le plus important, c'est sans aucun doute la mise en place du Conseil national de sécurité (CNS). Il est formé des commandants des 4 armes (comme la Junte) plus le président de la République, le président du Tribunal suprême et le président de la Chambre haute. Par le seul jeu mathématique donc, les militaires y sont majoritaires, mais cette prééminence va au-delà de la question de nombre.

Les compétences de cet organisme sont illimitées. Elles vont des conseils au président, jusqu'à la demande d'enquête sur n'importe quel fonctionnaire ayant une quelconque relation avec la sécurité intérieure (concept extensible s'il en est) ou extérieure de l'Etat. De fait, sur toutes les questions politiques, la Constitution prévoit un co-gouvernement, un partage des pouvoirs non-équitable, entre le Président et le CNS. En revanche, le Congrès, composé de deux chambres, se voit réduit à la portion congrue en matière de décisions.

L'opposition

Deux partis dominent l'opposition au régime. A droite, la Démocratie-chrétienne, dont le président Patricio Aylwyn dirige le Commando pour le Non, à gauche, le Parti communiste. Au milieu, la nébuleuse des partis socialistes (Almeyda, Nuñez, etc.) et autres.

La Démocratie-chrétienne est incontournable pour le processus de transition. Elle se sait forte du soutien des Etats-Unis, de la confiance des milieux d'affaires, de l'oreille favorable qu'elle pourra trouver dans la hiérarchie militaire. La DC jouit d'une base populaire, notamment syndicale. Mais, dans cette perspective de négociations avec les militaires, la direction actuelle de ce parti a écarté de la prise de décision tous ceux qui étaient liés au mouvement syndical et donc sensibles aux pressions populaires.

Au plan économique, la DC a d'ores et déjà rassuré les milieux d'affaires en déclarant qu'il était hors de question de revenir à l'étatisation de l'UP, et que la "réussite" économique du Chili se poursuivrait.

Au plan politique, l'objectif est la mise en place d'un gouvernement entre civils et militaires. Il est significatif que le grand concert qui fut convoqué par l'opposition à Santiago le 7 octobre pour fêter la victoire, avait pour nom "Fête de la démocratie et de la réconciliation nationale". C'est le maître-mot de la DC, réconcilier l'armée et le peuple qu'un malentendu vieux de 15 ans, ont éloigné l'un de l'autre. Gageons qu'un élément-clé de cette réconciliation sera l'impunité totale des assassins et tortionnaires en uniforme. S'il est bien un point sur lequel les militaires ne négocieront pas, c'est celui-ci. La loi de Point final, passée en Argentine risque de paraître un modèle de subversion anti-militariste à côté de ce qui va se concocter sur ce plan au Chili.

Enfin, et ce n'est pas la moindre des choses, une grande partie de la force de la DC, est la conséquence des tergiversations, des volte-face et de la confusion qui règnent au sein du PC. Le Parti communiste, par sa force, son implantation dans les couches populaires, surtout les *poblaciones*, ces abcès de bidonvilles qui couvrent Santiago, est le seul qui, s'il le voulait, pourrait contrecarrer la DC. Mais le PC s'est mis dans une bien mauvaise posture. Il a suivi à reculons la DC qui s'est arrangé pour le mettre constamment sur la défensive depuis deux ans.

Reprenons brièvement le cours des événements. En 1983, rappelons-le, le PC chilien, l'un des plus droitiers et des plus opportunistes d'Amérique latine qui pourtant n'en manque pas, fait un tournant spectaculaire, appelant à la rébellion populaire et créant un bras armé, le FPMR. Ce dernier fera quelques jolis coups spectaculaires attirant à lui une partie de la jeunesse de ces *poblaciones*, qui aspirent à une solution radicale contre la dictature, loin des politiciens bon chic-bon genre de la DC. En septembre 1986, c'est l'attentat manqué contre Pinochet. La répression affecte durement le Front. Peu de temps après, le PC revient sur la lutte armée, provoquant une crise au sein du FPMR. Puis, alors qu'il avait toujours dénoncé le processus électoral du plébiscite en arguant justement du caractère profondément anti-démocratique de la Constitution de 1980, le PC appelle dans un premier temps ses militants à s'inscrire sur les listes électorales "pour empêcher la fraude qui se prépare", tout en maintenant sa consigne de boycott. Cette position est intenable : le reste de l'opposition l'accuse de prendre la responsabilité d'une future victoire de Pinochet; les couches qu'il influence ne comprennent pas pourquoi s'inscrire si ce n'est pour voter; enfin, au fur et à mesure, la polarisation s'accroît pour ou contre Pinochet.

Le dernier tournant

Finalement, en juin dernier, le PC se rallie au Non. En revanche, le FPMR (au sein duquel, il semble qu'il y ait eu une scission provoquée par le PC voulant le reprendre en main) maintient sa consigne de boycott, ou plutôt évacue le problème de la consigne de vote en mettant l'accent sur la mobilisation populaire, tout en annonçant une trêve des actions armées.

Et maintenant ? Les déclarations de Volodia Teitelboim, le vieux dirigeant stalinien rentré d'exil ne laissent planer aucun doute. Interrogé par le quotidien espagnol *El País*, le 3 octobre, sur ce qu'il entendait par "soulèvement populaire démocratique", expression qui avait fait de nombreux remous dans le Landernau de l'opposition bourgeoise, Teitelboim répond : "Je ne l'ai jamais imaginé comme une manifestation armée, mais comme une manifestation pacifique, du peuple, de la nation dans la rue". Et il poursuit : "Le gouvernement provisoire que nous proposons est une formule démocratique, car il

ne s'agit ni d'un gouvernement formé par un parti, ni par tous les partis de la gauche, sinon par toutes les forces de l'opposition, du centre, de la droite etc. (...) Il devra être précédé d'une série de conversations pour parvenir à un accord entre toutes les forces, accord qui y compris, d'une manière ou d'une autre, devra être conclu et se réaliser avec les forces armées". La citation se passe de commentaires, quant aux véritables desseins du PC. Ce n'est d'ailleurs pas une nouveauté, Sanfuentes, le dirigeant de l'intérieur, disait la même chose dans une interview à ce même journal, le 30 juin dernier.

Coup de pied de l'âne, interrogé sur le bilan de l'UP, Teitelboim ne trouve rien de mieux que de mettre au compte de la gauche révolutionnaire, la responsabilité de son échec : "un secteur de l'UP, confondant les étapes, décidait de brûler ces mêmes étapes, de passer rapidement au socialisme. Cette situation n'était pas possible dans le Chili d'alors, et je crois que cela contribua également à alimenter la propagande de la droite".

Que peut-il se passer maintenant ? Comme nous venons de le voir, tout le monde souhaite, chacun avec ses nuances et la défense de ses intérêts propres (par exemple, pour le PC, sa reconnaissance comme parti), une transition sans bavures, à l'amiable avec les militaires. Il y a un large consensus sur cette question. Mais le parcours à suivre ressemble à une équation à beaucoup d'inconnues. L'une d'elles est l'acharnement de Pinochet et son bunker.

Le trauma de la dictature

Une autre, et qui peut réserver bien des surprises, est l'attitude que prendra le mouvement populaire. Nous l'avons dit après deux ans de reflux, les couches populaires ont réoccupé la rue depuis la fin du mois d'août. La chape de plomb de la peur semble s'être envolée. Le mouvement ouvrier est en pleine phase de recomposition avec la refondation de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT) en août dernier. Les frustrations économiques ressenties par toutes ces fractions de la population qui vivent à la limite de la survie alors que les parvenus du libéralisme étalent insolemment leurs richesses, sont une charge explosive. Les aspirations démocratiques, la volonté de vivre, tout simplement, d'une jeunesse qui a payé en premier le tribut de la répression, en sont une autre. Mais en même temps, la dictature a laissé trop de marques pour que les gens se lancent à l'aventure. Comme en Argentine, le traumatisme de la répression pèse et pèsera sur le mouvement populaire.

La vision de ces manifestants qui au soir du plébiscite, emportés par la joie, se jetaient dans les bras des carabinieri pour les embrasser, ces mêmes carabinieri qui allaient leur tirer dessus le lendemain, est un signe qui doit inciter à la réflexion. ■

17 octobre 1988

L'imbroglia national

LE PROBLEME DES RELATIONS entre les diverses républiques et nationalités qui composent la fédération yougoslave, vient de rebondir et s'aggraver avec les manifestations violentes que viennent de connaître le Monténégro, l'une des républiques de Yougoslavie, qui s'enchaînent à celles de la population serbe dans la région de Voïvodine, jusque-là restée relativement calme.

A l'instar du Kosovo où, depuis juillet dernier, des dizaines de milliers de personnes de nationalité serbe ou monténégrine ont manifesté, la Voïvodine est une province autonome de la république de Serbie.

Ces deux entités jouissent d'une large indépendance en matière légale et économique, quasi-identique à celle des 6 républiques de Yougoslavie.

Or, une nouvelle constitution est en préparation et c'est dans ce cadre que les populations serbes de ces deux provinces réclament une intégration pure et simple à la république de Serbie.

L'inégalité économique des différentes régions de Yougoslavie - les différences de niveau de vie sont criantes d'une partie à l'autre du pays - est un des éléments-clés de cette montée du nationalisme.

Et il n'est guère étonnant de voir à côté des revendications proprement nationales, s'exprimer des exigences et des revendications ouvrières.

Il faut y ajouter la volonté affichée par le président du parti serbe, Slobodan Milosevic, de reprendre en main certaines régions politiquement turbulentes, telle la Slovénie, en jouant pour ce faire du sentiment national de la population serbe. Toutefois, les derniers événements peuvent amener à se demander si ce n'est pas là jouer avec le feu...

C'est dans cet imbroglia que s'est déroulé au mois de juillet, le procès de 4 jeunes Slovènes arrêtés en mai dernier, sous l'inculpation de "révélations de secrets militaires" (1). Condamnés par un tribunal militaire, les quatre ont fait appel et furent laissés en liberté provisoire. Des dizaines de milliers de Slovènes se sont mobilisés depuis les arrestations à l'appel du Comité pour la défense des droits de l'Homme, qui s'était aussitôt constitué.

Inprecor a rencontré Marko Hren, Braco Rotar et Tomaz Mastnak, qui font actuellement une tournée européenne pour ce Comité.

INPRECOR : Pouvez-vous nous expliquer la raison de fond du procès qui s'est tenu à Ljubljana ?

— **TOMAZ MASTNAK :** Pour essayer de comprendre le procès de Ljubljana, il faut prendre en compte les développements économiques et politiques qu'a connus notre pays depuis environ 1984. Pour parler très généralement, il existe, à l'échelle de la Yougoslavie, un conflit entre deux tendances politiques. La première est un mouvement pour la démocratisation et la modernisation, la seconde est une contre-tendance qui voudrait préserver la situation telle qu'elle est, qui cherche à re-

produire ce système, à assurer le maintien de ceux qui ont le pouvoir depuis plus ou moins 1945.

La première de ces tendances, vers la démocratisation, s'exprime principalement en Slovénie, dans la partie nord de la Yougoslavie, mais elle ne se limite pas à cette région. L'autre est pour l'instant dominante en Serbie, dans la partie sud du pays. Nous pouvons donc parler d'une division Nord-Sud dans laquelle le Sud idéologiquement et politiquement parlant plus conservateur et plus orthodoxe, dans le sens de la tradition bolchévique, domine la partie nord, plus développée. Quand nous parlons de la démocratisation dans

notre pays, le premier point à souligner est que nous parlons d'un mouvement surgi d'en bas. C'est l'auto-organisation indépendante de la société, fruit des initiatives indépendantes, des mouvements sociaux indépendants, qui a commencé à faire pression sur le système politique le forçant ainsi à se moderniser, à devenir plus tolérant et plus démocratique.

Les forces pour la démocratisation regroupent à la fois les initiatives indépendantes et certaines structures politiques de Slovénie. Parmi ces dernières, il faut mentionner la première place occupée par l'Alliance des jeunes socialistes de Slovénie que nous décrivons parfois comme étant l'agent de la société civile dans le système politique. Elle joue un rôle de médiateur entre les initiatives sociales et le système politique, les lieux où les décisions politiques sont prises. Mais le parti communiste slovène a également commencé à se moderniser, il est devenu plus libéral, il essaie de rationaliser son activité, il se fait l'avocat de la modernisation de la société, d'une économie plus libérale, d'une plus grande indépendance des décisions politiques et économiques, et il est prêt à dialoguer avec la société. Ce n'était pas le cas voilà dix ans.

En face, nous avons une force conservatrice qui a perdu toute crédibilité politique et idéologique. Elle est incapable de mobiliser une quelconque activité sociale. Sa seule façon d'agir consiste à s'assurer du soutien de l'appareil répressif de l'Etat. Ils doivent se réfugier derrière l'armée et la police. Mais ce n'est pas tant la police qui joue le rôle principal de préservation de l'ordre établi que l'armée.

Cela est vrai depuis 1984, mais c'est apparu surtout très clairement depuis 1986, date du congrès de l'organisation de jeunesse slovène, où un programme politique que nous pourrions qualifier d'alternatif fut accepté. L'armée joue un rôle décisif : c'est elle qui est le plus disposée à lutter contre ce mouvement démocratique qui se développe en Slovénie et dans les autres parties de la Yougoslavie. Nous pouvons parler d'un conflit entre les forces démocratiques et l'armée. Cette dernière est devenue la gardienne du statu quo au profit de ces forces rétrogrades.

Ce procès n'est qu'un moment de cette contre-offensive de l'armée et des forces conservatrices.

Reprenons les faits. Il y eut une réunion du Conseil militaire à Belgrade. Cette instance à un pouvoir consultatif, elle doit conseiller comment agir au Président de la Yougoslavie dans les cas de guerre ou de danger grave mais ce n'est pas un organe politique. Lors de cette réunion en mars, le Conseil militaire acceptait une déclaration disant que la contre-révolution était à l'ordre du jour en Slovénie. C'était là une déclaration clairement politique et, conséquence de cette déclaration, l'armée commença à avancer quelques mesures pratiques à prendre pour

1) Voir *Inprecor* (sur procès) numéro 269 du 4 juillet 1988 et numéro 271 du 5 septembre 1988.

réprimer cette soi-disant contre-révolution. Deux semaines après cette réunion du Conseil militaire, se réunissait secrètement et à huis-clos, à Belgrade, le Comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie, (LCY) où le secrétaire général du Parti communiste de Slovénie essayait de repousser ces accusations. Il polémiqua contre le conseil militaire, révélant dans son discours certaines procédures employées : une délégation spéciale de l'état-major de l'armée avait été envoyée au ministère des Affaires intérieures à Ljubljana pour lui demander si la police serait en position de contrôler la situation dans le cas où l'armée arrêteraient certaines personnes du fait de leur activité démocratique.

Ces détails-là et d'autres similaires, figuraient dans le discours de Milan Kucan. Les minutes de ce discours furent rendues publiques, je ne sais pas comment, mais le fait est que depuis le début mai, il n'y avait plus seulement des rumeurs courant en Slovénie selon lesquelles l'armée était en train d'essayer de préparer une intervention, mais aussi des photocopies de ce discours secret de Milan Kucan qui circulaient de main en main, en grande quantité. C'est dans cette atmosphère de peur, d'inquiétude qui régnait en Slovénie aux mois d'avril et mai que se produisirent les arrestations. Elles furent perçues par la population slovène, comme par les forces démocratiques dans d'autres parties de la Yougoslavie, comme la première étape de la réalisation de cette tentative de restaurer "l'ordre" par la force, et comme une attaque directe contre la démocratisation en Slovénie. Voilà pourquoi il y a eu tant de gens prêts à résister à ces tentatives de résoudre les problèmes politiques et sociaux par la répression.

Trois jours après les arrestations, un Comité pour la défense des droits de l'Homme était fondé, organisme de coordination des différents groupes politiques et sociaux résistants à la répression. Un très grand nombre de gens, individuellement ou collectivement, se regroupèrent au sein du Comité. A l'heure actuelle, ce dernier a plus d'un millier de membres collectifs et plus de 70 000 membres individuels, soit ensemble, plus de 100 000 personnes, pour la plupart de Slovénie mais pas uniquement. Quand nous parlons des membres collectifs du comité, il faut comprendre que c'est très hétérogène. D'une part nous trouvons des collectifs issus du mouvement social, d'autre part des organismes de base des syndicats ou du Parti communiste. Le Comité comprend des étudiants, des ouvriers, des intellectuels, des organisations professionnelles, religieuses, culturelles, des journaux, etc. C'est la première fois depuis la guerre que l'Eglise prend une position politique claire. Nous avons à faire réellement avec

un organisme qui est représentatif de l'ensemble de la société. Toutes les classes, toutes les couches de la société slovène en sont partie prenante. C'est un mouvement démocratique de toute une nation.

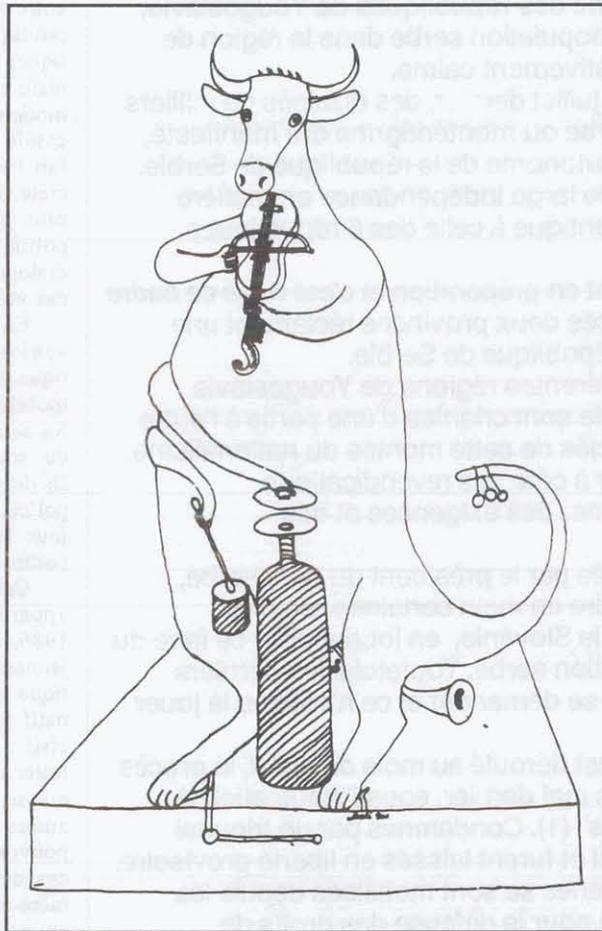
Le comité s'est largement consacré à l'analyse des nombreuses violations de la loi et de la Constitution qui eurent lieu pendant le procès et l'enquête et le comité essaya d'aider les quatre accusés, aujourd'hui condamnés. Quand nous parlons des activités de ce comité, il faut mentionner les réunions régulières de ce Collège qui était une sorte de comité de coordination ou de direction du comité se réunissant tous les jours, voire deux fois par jour ; les séances plénières du comité, au moins

collaboration avec les vétérans de la lutte de libération nationale. C'est la première fois que cette tradition de résistance nationale devient un moment du mouvement démocratique. D'habitude, cette tradition était utilisée contre les partisans des réformes démocratiques présentés comme les ennemis de la tradition. Il est important de le souligner pour montrer que le régime a non seulement perdu sa crédibilité actuelle, mais aussi sa légitimité historique.

■ Quelle fut la position des autorités slovènes sur ce procès ?

— **MARKO HREN** : Après les violations de la loi et l'arrogance montrée par la cour militaire pendant le procès, il est clair pour tous que ce dernier n'est basé sur aucun argument juridique réel, c'est purement un procès politique. Voilà pourquoi également le comité a toujours insisté sur la question de la légalité et de la procédure suivie, pourquoi nous avons exigé un procès public, la possibilité pour les accusés d'être jugés dans leur langue, etc.

Puis, quand nous avons connu tous les documents auxquels Tomaz faisaient allusion, nous avons mis l'accent sur le contenu des documents des militaires, en révélant, non des secrets militaires, comme le pouvoir voulait le faire croire, mais la signification politique de ces documents. Le comité s'est efforcé d'obliger le président de Slovénie à se prononcer sur ce document, ce qu'il ne fit pas. Nous avons posé la question au président de la république de Slovénie : ce document est-il constitutionnel ou non ? Sa première réponse fut qu'il ne pouvait faire aucune déclaration sur ce document, qu'il n'était pas compétent pour ce faire, disant que seul le président de la Yougoslavie a autorité pour donner des déclarations sur des documents militaires puisqu'il est également Commandant en chef des forces armées. Alors nous avons lui avons posé la question en nous basant sur un



une fois par semaine, qui regroupaient plusieurs centaines de personnes ; et les manifestations. Par exemple, celle qui fut organisée le 26 juin à Ljubljana et qui fut la plus grosse manifestation depuis la Seconde Guerre mondiale réunissant environ 40 000 personnes.

La seconde manifestation importante organisée par le comité, le fut à l'occasion de l'anniversaire de l'Indépendance, le 4 juillet. Cet anniversaire est généralement célébré par les autorités, mais cette année, à côté de la cérémonie officielle, s'en tint une autre, alternative. Et alors que la manifestation officielle ne réunissait que quelques centaines d'individus, plus de 10 000 personnes assistaient à celle organisée par le comité. Et il faut souligner que le comité avait organisé cette manifestation alternative en

article de la Constitution disant que chaque citoyen de la République est gardien de la Constitution, ce qui vaut aussi pour le Président de la Slovénie. Sur cette base, nous lui avons demandé de nous donner son opinion sur ce document. Le jour suivant, il nous fit parvenir sa réponse à notre deuxième demande, en disant qu'il ne répondrait jamais à notre question sur le fond, car ce n'était pas le bon moment pour répondre à ce type de question, parce que cela mettrait sérieusement en danger le peuple slovène et le président de la Slovénie en conflit sérieux avec les autorités fédérales. Si on lit cette réponse entre les lignes, on peut l'interpréter de la manière suivante : "Chers amis, c'est anticonstitutionnel, mais ce n'est pas le moment de le dire car cela pourrait provoquer un conflit avec les militaires, pouvant aller jusqu'à

une intervention militaire". C'est pour nous une preuve que ce document est totalement anticonstitutionnel car il donne des pouvoirs à l'armée que l'armée ne peut avoir normalement qu'en période de guerre, lors de "circonstances anormales", lesquelles ne peuvent être établies que par le Président de la Yougoslavie, par le pouvoir civil. L'armée ne peut le faire elle-même.

■ **La crise politique est telle en Yougoslavie qu'elle implique selon vous de recourir directement à l'armée ?**

— **BRACO ROTAR** : Ce rôle de l'armée dans les pays socialistes touche de près la nature même des régimes du "socialisme réel". Je crois que ce rôle spécifique relève de la situation du communisme de guerre établi par Staline, où il n'y a aucune séparation entre la sphère politique et la sphère militaire. L'intervention militaire peut toujours discipliner la population. C'est également vrai pour la Yougoslavie. Nous avons à faire à un régime politique qui est très militarisé. Presque tous les dirigeants sont aussi des militaires ou des policiers. Tacitement, l'armée peut s'ingérer dans la vie sociale. Certains articles de la Constitution, comme certains articles de loi, ouvrent la possibilité d'une intervention militaire. On peut déclarer l'état de siège régional, on peut arrêter toute personne sur la seule présomption d'un délit contre l'Etat. Et les limites de ces lois sont mal définies, elles peuvent être utilisées à discrétion selon les circonstances.

■ **L'armée serait-elle prête à prendre le pouvoir ?**

— **TOMAZ MASTNAK** : La société, la politique ont été tellement militarisées dans notre pays, qu'il n'est pas nécessaire à l'armée d'intervenir directement. Elle est déjà présente dans tous les secteurs de la vie politique et sociale. Dans la situation actuelle, si la loi martiale était proclamée, l'armée prendrait la responsabilité de la situation, alors qu'aujourd'hui, elle a le pouvoir mais ne porte pas la responsabilité qu'elle aurait dans le cadre d'un coup d'Etat militaire. Mais nous pouvons parler d'une tentative de l'armée d'intervenir plus directement, et ce qui était prêt pour la Slovénie ne s'est jamais produit en Yougoslavie, ce serait une étape supplémentaire dans la militarisation de la société et la politisation de l'armée. Et tout pas en avant dans ce sens aurait pour effet de déstabiliser le pays, détruire l'économie, dissoudre la vie politique et aggraver la situation.

■ **Les choses vont donc rester en l'état ?**

— **BRACO ROTAR** : Le fait de conserver le statu quo est un peu illusoire, car ce statu quo est un équilibre qui dure depuis des décennies et maintenant les ressources manquent pour le préserver. Ces tentatives de maintien sont passées. Selon

moi, il y a deux tendances assez proches, celle qu'on peut voir en Serbie avec Milosevic et ce populisme serbe que l'on pourrait nommer "serbisme" ouvert, l'autre qui est une tendance "yougoslaviste" qui n'est en fait qu'un serbisme déguisé, car elle est dirigée dans sa majorité par les Serbes. La fédération et les institutions ont un caractère serbe très marqué.

— **MARKO HREN** : Tous les cadres militaires sont dirigeants du Parti communiste en même temps. Toutes les autorités civiles sont en même temps des autorités militaires, il n'est donc pas nécessaire aux militaires de prendre le pouvoir, ils l'ont déjà. Cette mixture fut parfaitement symbolisée par le maréchal Tito et après sa mort, après la disparition de ce symbole, des mouvements apparurent qui voulaient définir le rôle respectif des militaires et du Parti communiste, renforcer le contrôle de la société civile. Il fut ainsi proposé que le ministre de la Défense soit un civil et non un militaire ce qui est chez nous la règle.

— **BRACO ROTAR** : Nous pensons que la séparation des sphères militaire et politique contribuerait à résoudre la crise économique que connaît la Yougoslavie. Prenons un exemple : une usine d'automobiles à Maribor attribue une certaine quantité de sa production à l'armée, mais cette dernière déclare qu'elle n'a pas d'argent pour payer. La présidence du gouvernement slovène n'a rien trouvé de mieux que de proposer un nouvel impôt pour renflouer financièrement l'armée afin qu'elle puisse payer ce qu'elle doit ! Les députés ont refusé la proposition, puis le gouvernement a essayé de faire pression sur les maires ce, avec succès et, quinze jours après une nouvelle demande était posée visant à augmenter le taux d'imposition de "solidarité" avec les régions les moins développées du pays, le Kosovo, le Monténégro, la Macédoine, etc.

— **MARKO HREN** : Ce sont les nouveaux mouvements sociaux, l'organisation de jeunesse slovène et l'hebdomadaire *Mladina* qui exercèrent les plus fortes pressions pour cette démilitarisation de la société et du pays.

■ **Dans toutes les républiques de Yougoslavie, on assiste à une montée de nationalismes antagoniques... Les mouvements indépendants sont-ils capables de jouer un rôle pour dépasser ces divisions qui, finalement, servent assez commodément le pouvoir central ?**

— **TOMAZ MASTNAK** : Nous avons à faire en Yougoslavie à deux types de développement politique et économique, l'un slovène, l'autre serbe. Beaucoup de gens ne comprennent pas ce qui se passe en Serbie. Nous avons assisté à de nombreuses manifestations de masse en Serbie dans les derniers mois, mais aussi à des manifestations de la minorité serbe au Kosovo. Ces mouvements nationalistes en Serbie ont été déclenchés et favorisés

par la direction autoritaire serbe, direction qui s'est formée après la prise de pouvoir de Milosevic à l'automne dernier. Depuis qu'il est au pouvoir, il a systématiquement essayé de provoquer un climat nationaliste émotionnel et de créer un climat d'irrationalité politique. L'un des premiers actes de son gouvernement fut de purger la rédaction des journaux serbes pour avoir ainsi tous les médias à sa botte. Et ces médias ont commencé à mener une campagne contre la population albanaise au Kosovo et contre les Slovènes traitant les forces démocratiques slovènes de contre-révolutionnaires. Ces mouvements de masse nationalistes ont des traits communs avec les mouvements de masse fascistes. Ce sont des mouvements populistes de droite, ils combinent des caractéristiques staliniennes ou néo-staliniennes avec des traits fascistes. Dans ces manifestations, les gens appellent aux armes, à la violence, demandent une intervention militaire, à l'armée de prendre la situation en main. De l'autre côté, nous avons également à faire à un mouvement de masse ou à un mouvement nationaliste également en Slovénie, mais les différences entre ces deux mouvements nationaux sont très importantes. En Slovénie, la question nationale est le moment d'un mouvement démocratique plus large, c'est seulement l'une des revendications d'une poussée démocratique. Et quand nous parlons d'un regain de nationalisme en Yougoslavie, il faut bien faire la différence entre ces deux types de nationalisme.

Pour parler des contacts qu'entretient le mouvement démocratique slovène avec les mouvements démocratiques du reste de la Yougoslavie, nous avons toujours essayé d'avoir des contacts avec ces mouvements. Il existe des petits groupes identiques à ceux de Slovénie et nous avons des contacts avec eux, notamment à Zagreb où se sont formés des groupes féministes, pacifistes et écologistes, et d'autres à Belgrade. Mais ces deux dernières années, avec cette campagne menée contre la Slovénie, il est de plus en plus difficile de trouver un langage commun sur certains points. Et nous avons été déçus quand nous avons appris, par exemple, que même des gens très connus dans les cercles démocratiques à Belgrade, soutenaient Milosevic. Il est très difficile de discuter avec eux en termes rationnels de la question du Kosovo ou du problème slovène, car il existe tant de tensions émotionnelles.

— **MARKO HREN** : Beaucoup des mouvements indépendants apparus en Yougoslavie se sont organisés en Slovénie, non seulement à Ljubljana mais aussi dans d'autres villes, Maribor, voire des petites villes où existent généralement des groupes écologistes qui se sont constitués sur un problème d'environnement existant (centrale nucléaire, pollution, etc.). Deux groupes féministes se sont formés à Ljubljana, des groupes gays, pacifistes et autres. Tous ces mouvements sont organisés sous couvert de l'organi-

sation de jeunesse, des organisations étudiantes ou des mouvements culturels légaux qui existent et qui rendent ainsi possible la légalité de leurs activités. Au commencement, en 1983-1984, le mouvement alternatif de Ljubljana était organisé en un seul groupe qui se scinda ensuite en sept sur des thèmes différents.

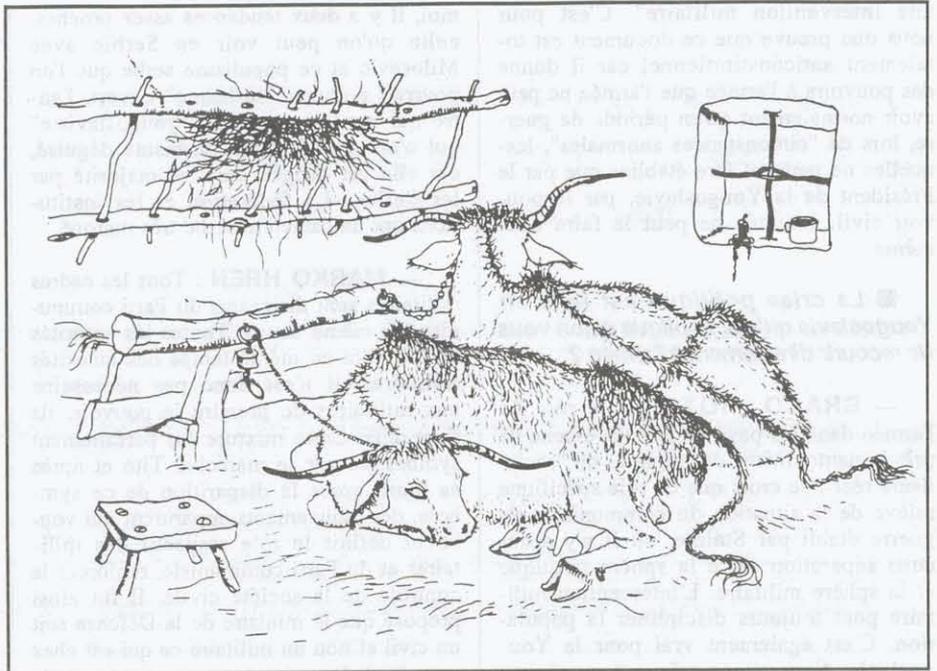
Existe également à Zagreb, la capitale de la Croatie, un groupe qui s'est formé voilà trois ans. Il a eu quelques problèmes pour légaliser ses activités et resta illégal pendant un moment. Comme en Slovénie, les groupes alternatifs qui existent dans les petites villes de Croatie agissent surtout sur des questions écologiques.

Les groupes slovènes ont de très bonnes relations avec ceux de Croatie, notamment ceux de Zagreb. Nous sommes sur les mêmes positions, nous avons les mêmes préoccupations. Dans d'autres républiques, en Bosnie, en Serbie, en Macédoine, au Monténégro, il n'existe pas de groupes alternatifs organisés mais seulement des individus.

Il faut mentionner à part la Voïvodine, où à l'ombre d'une partie de l'organisation de jeunesse qui est très libérale, se sont constitués des groupes alternatifs, notamment pacifistes et écologistes, mais aussi des droits de l'Homme. Ils étaient très actifs voilà deux ans quand ils menèrent toute une campagne contre la construction d'une nouvelle centrale nucléaire, mais il semble que leur activité se soit mise en sommeil ces derniers temps.

■ Avez-vous également des contacts avec les mouvements indépendants qui existent dans les différents pays de l'Est ?

— **TOMAZ MASTNAK** : Quand nous parlons des contacts entre les mouvements ou initiatives démocratiques en Yougoslavie, avec des mouvements similaires en Europe de l'Est, il faut souligner que le rôle central dans l'établissement de ces relations a été joué par le mouvement pacifiste de Ljubljana. Ce groupe a systématiquement travaillé à établir des contacts avec les mouvements pacifistes indépendants dans tous les pays de l'Est, avec les Hongrois, les Tchèques, avec les Polonais, et en Allemagne de l'Est. Et nous commençons à avoir des contacts, au moins épistolaires, avec des groupes en Union soviétique. Nous pensons que ces contacts sont fondamentaux pour toute démocratisation possible du bloc de l'Est, et pour toute intégration démocratique de l'Europe. Nous avons réalisé qu'il est très difficile d'établir un dialogue entre l'Ouest et l'Est, mais nous nous sommes rendu compte qu'il était encore plus difficile d'établir un dialogue Est-Est. Depuis 1985-1986, nous essayons de travailler systématiquement en ce sens. Nous avons organisé ensemble des forums, des séminaires, parfois de façon légale, parfois non. Nous sommes très heureux de voir que ces mouvements indépendants deviennent de plus en plus forts.



■ Pour revenir aux mouvements indépendants en Yougoslavie même, les relations sont-elles systématiques ?

— **TOMAZ MASTNAK** : Partout et à chaque fois qu'il existe des initiatives indépendantes, nous prenons contact avec. Mais les autorités font tout leur possible pour empêcher toute coordination horizontale entre structures indépendantes, qu'elles soient sociales, culturelles, politiques ou syndicales. Le pouvoir divise la Yougoslavie de façon systématique en des ensembles hostiles les uns aux autres, mais en même temps, elles voudraient unifier le pays par force, de façon artificielle.

— **MARKO HREN** : Le meilleur exemple de cette segmentation systématique de la société, ce sont les grèves de mineurs de ces dernières années. Il est incroyable de constater que ces grèves ont éclaté dans toutes les régions de Yougoslavie, et que les mineurs n'avaient absolument aucune relation entre eux, aucune structure commune n'a vu le jour.

— **BRACO ROTAR** : Il n'existe aucune communication horizontale entre les gens qui sont atomisés. Et ce qu'a réussi le Comité de défense des droits de l'Homme sur ce plan, est un précédent important. Il a établi une relation de confiance entre les individus, détruisant la méfiance qui règne entre les individus du fait de la répression, de la délation. C'est une chose tout à fait nouvelle qui est possible parce qu'en Slovénie, nous agissons publiquement.

— **MARKO HREN** : Que les mouvements indépendants de différentes républiques partagent les mêmes idées et prennent des initiatives ensemble est extrêmement important dans la mesure où ces forces autoritaires dont nous parlions es-

sayent systématiquement d'isoler chacune des républiques, afin de faire passer ces mouvements pour nationalistes. C'est une tactique très commune : chaque mouvement qui apparaît dans une république donnée est taxé de nationaliste, d'anti-yougoslave, de séparatiste, etc. Or, il est très important qu'il existe des mouvements en Yougoslavie disant que c'est là une lutte commune pour la démocratisation de la vie politique de l'ensemble du pays.

■ Existe-t-il aujourd'hui un danger d'éclatement de la république de Yougoslavie ?

— **TOMAZ MASTNAK** : Je voudrais dire une fois de plus que les forces sociales et politiques qui sont attaquées par les autorités officielles et accusées de vouloir détruire la Yougoslavie sont les seules forces qui sont en position de construire des liens réels entre les différentes républiques de l'ensemble du pays et ce, sur la base d'une plate-forme démocratique. Et inversement, les forces politiques qui clament qu'elles sont la seule garantie de l'existence de la Yougoslavie, comme l'armée par exemple, sont en fait les forces qui la détruisent. Toute unification par la violence signifierait dans un futur très proche l'éclatement de conflits tels qu'ils détruiraient le pays mais, malheureusement, il semble qu'il soit très difficile à certaines forces politiques de le comprendre. ■

Propos recueillis par Ariane MERRI ;
23 septembre 1988

Scission du TUC

EN SEPTEMBRE DERNIER, les délégués au congrès annuel de la Confédération syndicale (TUC) britannique ont écouté, dans un silence de mort, le dirigeant du syndicat des électriciens, Eric Hammond, expliquer pourquoi son syndicat ne devait pas être exclu de la Confédération.

Les délégués, représentant près de 9 millions de travailleurs affiliés à des syndicats membres du TUC, ont voté à une écrasante majorité l'expulsion du Syndicat des électriciens, électroniciens, des télécommunications et des plombiers (EETPU).

Mais ce vote, très bien accueilli, n'a pas marqué le début d'une bataille contre les accords que concluent certains dirigeants syndicaux avec le patronat, accords qui échangent la reconnaissance comme syndicat unique dans l'entreprise contre la paix sociale (accords syndicat unique/clause de non-grève, baptisés accords *sweetheart*). Quelles sont donc les implications de cette scission pour la plus grande confédération syndicale unifiée d'Europe ?

Hilary ELEANOR

LE SYNDICAT EETPU représente un courant du syndicalisme britannique qui est encore plus à droite que la direction majoritaire du TUC, elle-même fervente adepte de la philosophie du "nouveau réalisme". Le syndicat des électriciens s'est rendu célèbre comme numéro un des syndicats jaunes de Grande-Bretagne. Il y a trois ans, les permanents de l'EETPU ont organisé le recrutement de jaunes pour le patron de presse Rupert Murdoch après qu'il avait renvoyé des journalistes et des imprimeurs et mis sur pied une opération anti-syndicale pour sortir ses journaux. Le TUC a fermé les yeux sur les activités de l'EETPU (finalement, seule une motion de censure a été votée), et a fait très peu pour soutenir la grève, longue d'une année, des 5 000 travailleurs de l'imprimerie licenciés (voir *Inprecor* numéro 236 du 16 février 1987).

L'avant-garde des jaunes

Depuis lors, l'EETPU a été à l'avant-garde de la négociation avec les patrons dans la conclusion d'accords syndicat unique/clause de non-grève. Mais cela en lui-même n'a guère inquiété la bureaucratie syndicale. Ce n'est que lorsque le syndicat d'Eric Hammond a refusé de se plier aux règles édictées par le TUC à propos de ces accords dits *sweetheart*, que les problèmes ont commencé.

Ces règles sont inscrites dans l'accord de Bridlington, qui date de 1939, et qui est un guide de lignes directrices et de procé-

dures d'arbitrage destinées à empêcher les syndicats de débaucher mutuellement leurs adhérents. L'EETPU a été exclu du TUC pour avoir refusé d'obéir à deux règles établies par le Comité d'arbitrage de la Confédération, qui imposent aux syndicats de se retirer des accords syndicat unique/clause de non-grève, dans des entreprises où d'autres syndicats existaient déjà. Cette année, le TUC a adopté un code de pratique pour les prochains accords *sweetheart*, ce qui montre qu'il n'y est guère opposé en principe, mais seulement aussi longtemps que ce n'est pas lui qui les réglemente !

L'impact de l'expulsion est difficile à estimer si peu de temps après l'événement, mais trois questions se posent maintenant. Quelles seront les conséquences de l'expulsion pour l'EETPU lui-même, en particulier dans ses relations avec les syndicats du TUC ? Le syndicat des électriciens cherchera-t-il d'autres alliances ? Qu'advient-il de la minorité de gauche qui est restée dans le syndicat ?

La réponse à la première question n'est pas claire. Plusieurs militants syndicaux affiliés au TUC ont déclaré qu'ils refuseraient de reconnaître au niveau local le syndicat exclu. Cela signifierait que dans de nombreux lieux de travail où existe un comité unitaire syndical pour les négociations, il y aura refus pur et simple de travailler avec les membres de l'EETPU. Cela donnera des maux de tête aux patrons qui devront suivre un parcours dangereux de négociations parallèles, sur la corde, et ouvre la voie, en conséquence à de possibles conflits locaux dus aux batailles inter-syndicats.



Eric Hammond, dirigeant du syndicat des électriciens

Aujourd'hui que l'EETPU n'est plus lié (même théoriquement) par l'accord de Bridlington, les commentateurs ont prédit le déchaînement d'une guerre de recrutement, les syndicats du TUC ne reculant devant rien pour briser les branches de l'EETPU et vice-versa. Historiquement, plusieurs syndicats de Grande-Bretagne ont été construits comme des cartels basés sur le métier dont les membres dépendaient d'un apprentissage rigoureux et long. L'impact du chômage et les attaques contre les syndicats menées par le gouvernement Thatcher, ont accéléré une dynamique déjà existante de fusions.

Quel avenir pour la gauche ?

Il existe aujourd'hui moins de 90 syndicats pour la première fois depuis 1872, alors que le nombre total des membres des syndicats n'était que de 255 000. Les syndicats se tournent vers l'extérieur dans leur lutte pour garder à la hausse le chiffre de leurs effectifs, et recrutent de plus en plus de travailleurs en dehors de leur sphère d'activité traditionnelle.

Dans son propre intérêt et en partie à cause d'un moindre degré d'auto-protection, l'EETPU fort de 350 000 membres, va sans aucun doute chercher de nouvelles alliances parmi les autres syndicats d'extrême gauche "jaunes" qui existent. Cela inclut le Syndicat démocratique des mineurs (UDM), qui a rompu avec le Syndicat national des mineurs (NUM) pendant la grève des mineurs de 1984-85, et des organisations comme l'Association professionnelle des professeurs et le Collège royal des infirmières (RCN). Mais même ainsi, la force totale d'une Confédération jaune rivale serait minuscule par comparaison avec le TUC.

Existe-t-il un avenir pour la gauche dans l'EETPU ? Les socialistes dans le syndicat ont durement fait campagne contre Hammond et l'exécutif, mais beaucoup ont décidé que de rester dans le syndicat

après l'expulsion n'était pas tenable et furent à l'origine d'une scission, le Syndicat des industries de l'électricité et de la plomberie (EPIU). Quelques socialistes ont prétendu que c'était une erreur, et que la gauche devait rester et lutter dans l'EETPU malgré tous les problèmes. L'avenir de l'EPIU sera en fait difficile. Tandis que les patrons, pour des raisons évidentes, sont tout heureux de reconnaître les scissions syndicales de droite, comme l'UDM, ils hésiteront à reconnaître un syndicat nouveau et évidemment militant.

Pendant ce temps, de nombreux militants de gauche ou pro-TUC ont choisi de quitter l'EETPU pour rejoindre les sections syndicales alternatives du TUC de leur secteur, surtout dans les deux syndicats généraux de masse les plus importants, le TGWU et le GMBATU. Vu les problèmes posés par le fait de rester dans l'EETPU comme les difficultés qui assailliront la scission de gauche, EPIU, c'est là probablement, la solution à court terme la plus sensée.

Le succès ou l'échec du projet d'Eric Hammond d'emmener son syndicat en dehors de la Confédération du TUC sera jugé sur le nombre de membres qu'il réussira à maintenir dans les rangs de l'EETPU.

Les retombées sur le Parti travailliste

Une autre répercussion de l'expulsion, et non des moindres, est le maintien de l'affiliation et de la participation de l'EETPU au Parti travailliste (1). Cette semaine, la conférence du Parti travailliste a voté de ne pas exclure le syndicat malgré les solides arguments de la gauche pour qui les individus adhérents au syndicat pourraient rester membres du parti, mais qu'il était scandaleux que la direction anti-ouvrière de l'EETPU puisse continuer à avoir son mot à dire dans la politique du parti et les élections internes.

En dehors du drame de l'affaire EETPU, le Congrès du TUC fut "business as usual", comme à l'ordinaire. Ce ne sont pas les luttes de cette année, menées par les travailleurs de la santé, les ouvriers de chez Ford, les marins et les postiers qui ont dominé l'ordre du jour. La principale discussion s'est tenue sur le projet conservateur de schéma de reconversion, dit "Apprentissage et emploi", destiné aux chômeurs de longue durée. Le congrès a voté de se retirer de la participation à ce projet, mais seulement de façon "conditionnelle".

Ce schéma de reconversion remplace 37 projets antérieurs de stages pour les adultes chômeurs, et est destiné à fournir des stages, en moyenne de six mois, pour 600 000 personnes. Cela a deux fonctions pour les conservateurs. D'abord cela réduira les chiffres officiels des sans-emplois, déjà si souvent manipulés par le gouvernement, que nul ne sait plus combien de gens sont réellement au chômage. Ensuite, cela fournira une réserve de main-d'œuvre bon marché pour l'industrie : ceux qui sortiront de ces stages recevront seule-

ment des allocations sociales plus environ 10 livres par semaine. Un autre événement majeur du Congrès a été l'ovation en l'honneur de Jacques Delors, Président de la Commission européenne, qui a inévitablement parlé de l'impact de 1992 sur les syndicats. Pourquoi cette ovation ? L'opposition à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun est depuis longtemps la ligne politique du mouvement ouvrier, mais aujourd'hui, elle commence à être acceptée comme inévitable. Le discours intelligent de Delors impliquait que l'Europe serait un réseau plus sûr de défense et d'extension des droits sociaux de base, pensée tentante qui n'a pas été perdue pour les dirigeants syndicaux britanniques qui ont souffert de la perte de trois millions de membres au cours des 10 dernières années et qui se préoccupent des prochaines mesures prises par Thatcher et son gouvernement.

La seule victoire claire pour la gauche au congrès du TUC a été l'adoption d'une motion demandant la fermeture de tous les

réacteurs nucléaires, une motion proposée par Arthur Scargill du NUM. Mais dans les autres domaines, comme l'a dit Scargill : "Je pense que le congrès du TUC de 1988 sera jugé comme l'un de ceux qui est tombé en plein dans la politique de la peur. Il a été rempli par le nouveau réalisme qui balaye le mouvement à l'heure actuelle."

Si le poison du nouveau réalisme et de la collaboration de classe se répand au sein de la bureaucratie, les socialistes peuvent s'appuyer sur la volonté continue de combattre exprimée dans les diverses luttes de cette année, et de celles qui éclateront indubitablement dans le proche avenir. Thatcher a peut-être réussi à dompter la bureaucratie, mais, en dépit de tout, son gouvernement est toujours loin d'avoir maté la classe ouvrière. ■

1) Les relations entre les syndicats et le Parti travailliste, social-démocrate, sont uniques en Europe occidentale, les syndicats affiliés possédant un vote bloqué (selon leur taille), qui détermine effectivement la politique du parti et les résultats des votes lors du Congrès du parti.

La grève des postiers

UN ARRIERE d'entre 150 et 200 millions de lettres s'est entassé au cours de la grève de 12 jours menée par les travailleurs des postes de Grande-Bretagne. C'était leur première grève nationale en 17 ans. Elle fut clairement menée par la base, tandis que la direction du Syndicat des postiers (Syndicat des communications-UCW), avait refusé d'appeler à une action généralisée. Tout cela a commencé par 24 heures d'arrêt de travail de 140 000 travailleurs le 31 août, et a fait bouler de neige devenant ainsi l'une des actions les plus importantes des dernières années.

Steve BELL

L'OBJECTIF des premières 24 heures de grève était de bloquer l'introduction de salaires différenciés selon les régions par la direction du service des postes, nationalisé. Divers taux de salaires pour le même travail selon les régions est une des idées favorites du gouvernement Thatcher.

Cette idée est basée sur l'avantage à tirer des différences qui existent sur le marché du travail. Les salaires sont bas dans le service postal, et dans des régions comme Londres ou le Sud-Est de l'Angleterre où il y a des emplois de rechange, le taux de départ des travailleurs qui quittent le service pour avoir une meilleure paye est élevé.

Par contre, dans des régions de fort chômage, comme l'Ecosse, le Pays de Galles et l'Angleterre du Nord, les listes

d'attente de chômeurs cherchant un emploi dans les postes sont bien longues. Dans cette situation, le gouvernement, qui soutient la direction des Postes, souhaite donner des salaires plus élevés à ceux qui travaillent à Londres et dans le Sud-Est qu'à ceux des autres régions.

Lors du Congrès annuel de l'UCW, ce plan a été rejeté, bien que le Conseil exécutif national ait été prêt à l'accepter. Un vote parmi les membres a montré que 2/3 d'entre eux étaient favorables à une action de grève. Forcé d'agir, le conseil exécutif a appelé à un jour de grève. Il espérait qu'une série d'actions sélectives serait suffisante pour forcer la Poste à reculer. Le 13 août fut pompeusement appelé "phase une" de la campagne de l'exécutif. La phase deux est arrivé sous une forme que n'attendait pas la direction.

Le succès de la journée de grève poussa

l'administration des postes à agir contre le syndicat. Lors de la reprise du travail, l'encadrement local a reçu l'ordre de s'en prendre aux conditions de travail établies, mais les travailleurs n'étaient disposés à se laisser faire. Dès le retour des travailleurs à leur poste, l'action de grève recommença localement. Au soir du 1er septembre, quelques-uns des plus gros centres de triage du pays étaient fermés, dont Liverpool, Manchester, Coventry, l'Ouest de Londres et Southend en Angleterre, et Chester, Swansea et Cardiff au Pays de Galles.

Cent mille travailleurs en grève

En deux jours, pratiquement toute l'Ecosse et la plus grosse partie de l'Ouest de l'Angleterre, le Pays de Galles, les Midlands et Londres étaient en grève. Le 5 septembre, plus de 100 000 travailleurs avaient rejoint la grève, et tout le réseau était complètement paralysé.

Bien que la direction nationale de l'UCW ait officialisé toutes les grèves locales, elles ont toutes été appelées et dirigées localement. En d'autres termes, une grève nationale a été appelée à la suite de l'action des branches locales.

Les raisons de fond de ce conflit sont les changements intervenus tant dans l'industrie que parmi la main-d'œuvre. Le service postal en Grande-Bretagne il a été institué pour la première fois il y a plus de 350 ans, a intégré les télécommunications, et jusqu'en 1979, il est resté partie prenante du service public. En

1980, le gouvernement Thatcher a divisé le service en deux : un service postal public et une compagnie privée de télécommunications, la British Telecom. En 1986, le service postal a été encore divisé en quatre sections : lettres, paquets, services de comptoir et Giro Bank (service bancaire propre au service postal, dont les clients sont surtout des travailleurs).

Cette réorganisation avait pour but de privatiser au moins les trois dernières sections. L'industrie britannique des postes est le service postal le plus rentable du monde avec des bénéfices déclarés avant impôts de 212,2 millions de livres pour la dernière année fiscale (avril 1987 à mars 1988). Dans la communauté européenne, c'est le seul service postal ayant été bénéficiaire sans subventions pendant plus de 12 ans. Le volume de courrier traité par la poste s'est accru de 20% au cours des cinq dernières années ; la productivité du travail a augmenté de 25% en deux ans ; les coûts de financement ont été réduits de 51%.

L'expansion du service a été de pair avec la croissance de la force de travail. En 1979, il y avait 178 000 travailleurs à temps complet et 11 000 travailleurs à

temps partiel. Mais la composition de cette main-d'œuvre s'est modifiée. La proportion de femmes, de Noirs et de jeunes parmi les travailleurs a augmenté. La proportion des travailleurs ayant connu la défaite de la grève de 1971 décroît rapidement. De nombreux travailleurs des postes ont connu une expérience syndicale acquise dans les industries manufacturières en déclin, comme le charbon, l'acier, l'automobile et la mécanique. La proportion de travailleurs qui ont rejoint la poste après avoir quitté les Forces armées décroît, alors que dans le passé, ce groupe était assez important. Ces changements, assortis d'horaires lourds, de bas salaires et du caractère fastidieux de beaucoup de tâches, ont alimenté la poussée de l'action de grève. En 1980, les jours de travail perdus pour fait de grève étaient de 2 044. En 1984-85 ce chiffre était monté à 62 000 et reste à ce niveau chaque année depuis lors. Depuis 1987-88, il y a eu

gouvernement Thatcher laissait comprendre qu'il envisageait de retirer le monopole des postes sur l'acheminement des lettres, une menace sans conséquences immédiates pour la grève. Les livreurs de paquets privés ont obtenu du travail supplémentaire, mais admettaient que la totalité de leurs moyens annuels ne leur permettait que de traiter deux journées du courrier qui passe régulièrement par les postes.

Toutes les conditions d'une victoire franche des travailleurs postiers étaient rassemblées. Toutes les conditions, sauf une : La direction de l'UCW n'était pas prête à assurer la victoire. Partisans de choc des dirigeants du Parti travailliste, Neil Kinnock et Roy Hattersley, ils n'étaient pas prêts à utiliser le pouvoir que les travailleurs leur avaient donné. Entre 120 000 et 132 000 postiers étaient en grève contre les atteintes aux conditions de travail locales. Au lieu de

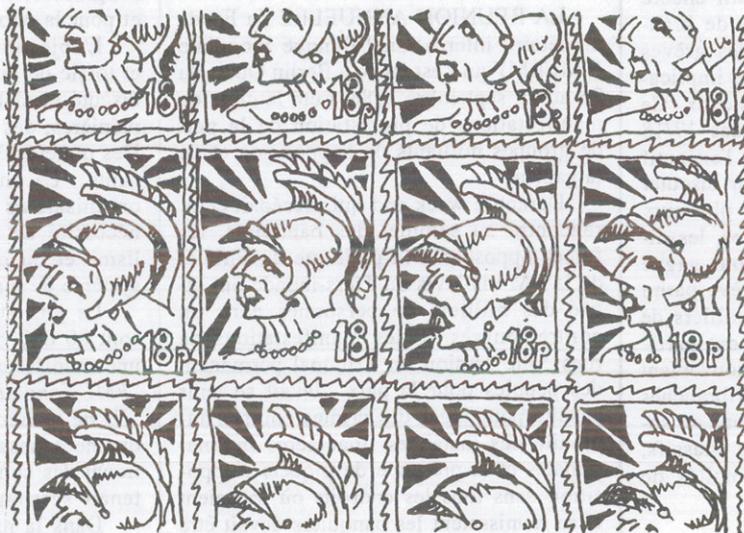
transformer cette grève en arrêt de travail total contre la mise en place du salaire différentiel et pour la défense des conditions acquises, ils signèrent un accord minimal avec la direction.

La direction du syndicat n'a pas appelé à une grève nationale parce qu'elle espérait que la poste prendrait cette attitude comme une gracieuse invite à céder quelque chose. Au lieu de poser le problème noir sur blanc en se mettant à la tête de la mobilisation, elle a considéré comme nécessaire d'offrir à la direction des postes une issue de secours. Inévitablement, la poste a compris que la position du conseil exécutif leur offrait

de meilleures conditions que celles des travailleurs sur les piquets de grève.

L'accord du 12 novembre

L'accord établi le 12 novembre, intégrait des formules quant à des négociations ultérieures portant sur la question des salaires par régions et le cadre de règlements locaux de la grève, qui étaient loin de satisfaire totalement les travailleurs. L'accord ayant affaibli la grève, les employés des bureaux commencèrent à retourner au travail vingt-quatre heures après sa signature. Mais cependant, il a fallu encore une semaine pour que la plupart des centres de tri retournent au travail. A la fin du week-end des 17/18 septembre, de nombreuses grèves locales solides se poursuivaient toujours. C'était en soi une claire indication que l'accord n'avait pas épuisé la combativité des travailleurs. De larges franges des travailleurs étaient furieux contre ce qu'ils considéraient comme une trahison. Dans les meetings de masse du Nord au Sud du pays, des motions de défiance furent votées contre le Secrétaire général Alan Tuffin et la direction de l'UCW.



près de 200 grèves qui représentent un cinquième de toutes les journées de travail perdues en Grande-Bretagne l'an dernier.

La modification du caractère de cette industrie et de la main-d'œuvre qui la compose a poussé le gouvernement à opérer un changement au niveau de la direction. Tout ce qui restait du paternalisme du service public a été supprimé, le Président des postes est un partisan de Thatcher et il est pour la privatisation. Des techniques de gestion comme les cercles de qualité, sont introduites pour intégrer directement les travailleurs et miner l'organisation syndicale. Les directeurs locaux sont jugés autant sur leur attitude envers le syndicat que pour leurs capacités administratives. La direction met l'accent sur le côté affaires plutôt que sur le service public.

Une fois durcie la grève, l'importance de cette industrie est devenue claire. Selon les estimations officielles, cette grève coûtait 25 millions de livres par jour. Il fut rapidement noté par la presse financière, que la grève aurait un impact évident sur les statistiques monétaires d'octobre. Les plus importants utilisateurs du courrier ont fait pression sur la direction des postes pour résoudre le conflit. Le



Peut-être est-il plus significatif encore pour l'avenir que les directions de branches et de districts ait dirigé des grèves très bien organisées sans aucune implication directe des dirigeants syndicaux. Ce n'est que durant le week-end des 17/18 septembre que les membres de l'exécutif syndical ont quitté Londres pour discuter avec les branches locales. Dans plusieurs des branches les plus importantes, les dirigeants syndicaux de gauche ont gagné une réelle autorité pendant la grève parmi la masse des travailleurs. Des milliers de travailleurs, surtout des jeunes, ont participé pour la première fois à un mouvement syndical majeur. De nombreuses branches ont été impliquées dans des actions de solidarité, y compris des piquets massifs, des meetings publics et des comités de grève de district ou de branche.

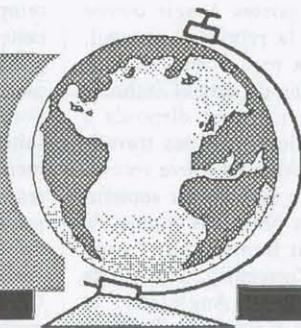
Un mouvement ouvrier convalescent

Depuis le krach boursier d'octobre 1987, le mouvement ouvrier de Grande-Bretagne a commencé à se rassembler. Thatcher garde toujours l'initiative, et de rudes coups sont portés à la classe ouvrière, mais une guérison complète du mouvement ouvrier est en cours, dont la grève des postiers est un signe.

Trahis, mais non défaits, les travailleurs des postes ont commencé à forger une nouvelle solidarité. Au moment où cet article était écrit, les membres de l'UCW travaillant aux guichets et qui n'avaient pas participé au mouvement, ont voté pour une action de grève contre les pertes d'emplois. Des rapports faits deux semaines après la grève indiquent une agitation continuelle parmi les postiers. Inévitablement, le gouvernement et la poste préparent d'autres attaques contre les postiers. La prochaine fois, les travailleurs seront mieux préparés après être passés par cette importante expérience. ■

2 octobre 1988

EN BREF...



ECONOMIE

Manifestation contre le FMI

LA REUNION ANNUELLE du Fonds monétaire international/Banque mondiale (FMI/BM) qui s'est tenue à Berlin Ouest du 26 au 29 septembre 1988 a été la cible de manifestations de protestation de la part de groupes militants de l'opposition et de la gauche.

Durant le week-end qui précédait cette rencontre au sommet des banquiers, les forces opposées à la politique du FMI et de la BM vis-à-vis du Tiers-monde ont attiré des milliers de personnes dans un contre-congrès et des manifestations de rues. Une session du Tribunal permanent des peuples pour la paix devait se tenir ensuite pour juger des crimes contre l'humanité des instances financières internationales et la présence de piquets d'opposition dans tous les endroits où logeaient et se réunissaient les banquiers devait être assurée.

Dans tout le pays l'atmosphère était tendue depuis le début de la rencontre. On attendait 10 000 banquiers, délégués et journalistes du monde entier. Plus de 8 000 policiers et 4 000 gardes du corps avaient été déployés pour leur protection et pour empêcher les manifestants de s'approcher de trop près de la réunion. La police avait reçu des ordres stricts pour éviter que les jeunes protestataires ne viennent défigurer l'image de Berlin-Ouest, place soumise aux lois et toujours sûre pour y faire des affaires. Depuis des mois, la police de Berlin-Ouest faisait des enquêtes et des perquisitions, en vertu de la loi antiterroriste et la police des frontières avait reçu l'ordre de détecter tout manifestant en puissance et de le renvoyer dans son pays. Un prétendu commando de la Fraction armée rouge revendiqua cependant le coup de feu tiré sur le responsable ouest-allemand de l'organisation de la réunion, mais l'authenticité de la revendication est fortement mise en doute. La présence de la police était massive devant les supermarchés, les banques, les grands magasins et les hôtels de luxe. Cependant ce fut un succès pour l'ensemble des groupes opposés à la poli-

tique financière dans le Tiers-monde. Plus de 4 000 personnes assistèrent au "Contre-congrès du FMI/BM" les 23 et 24 septembre à l'université libre de Berlin. 150 organisations y ont participé, des Verts, des groupes anti-impérialistes et de solidarité, des syndicats, des organisations religieuses, le mouvement anti-nucléaire et pour la paix, etc.

L'objectif de "l'annulation immédiate et totale de la dette du Tiers-monde" a été discuté et élaboré dans plusieurs sessions plénières, des commissions et des forums. Des orateurs étaient venus de quatre continents. La plupart des participants et des organisateurs tombèrent d'accord sur la nécessité de l'abolition du néo-impérialisme et du capitalisme afin de créer un système de marché mondial équitable.

Le jour suivant ce contre-congrès, ce sont 80 000 personnes qui ont participé à une manifestation de masse. Aux cris de "FMI Fondation mondiale d'assassins" et "Ils ne passeront pas", la foule est pacifiquement passée près du Centre international des congrès où le comité provisoire tenait session.

Dans la nuit de dimanche, 4 000 personnes manifestèrent à nouveau pendant plusieurs heures marchant au son des tambours et bloquant la circulation. La police encercla le cortège, mais n'arrêta personne.

A Berlin-Est, où des invités du FMI avaient dû être logés, c'est aussi l'opposition, qui paradoxalement fit entendre une critique sévère du monde capitaliste et de l'ordre économique mondial. Alors que les autorités de Berlin-Est, contre de solides devises, se déclaraient toutes prêtes à travailler avec l'Occident capitaliste et mettaient les hôtels de la ville à la disposition des banquiers, des groupes d'opposition décidèrent d'organiser une semaine d'action contre le FMI.

Ces actions débutèrent le 23 septembre par un concert de solidarité. Pendant le week-end, un séminaire sur "un ordre économique mondial juste" se tint dans une église. Il se termina par un service religieux auquel participèrent 800 personnes. Une marche en forme de pèlerinage entre plusieurs églises avait été interdite, de même qu'une veillée en face de l'ambassade des Etats-Unis.

Les 60 participants au séminaire, qui venaient de toute l'Allemagne de l'Est ont critiqué le rôle du FMI et de la Banque



mondiale, qui "organisent la pauvreté des peuples". Des représentants des mouvements indépendants et des experts des pays de l'Est avaient été invités. Ces derniers, dont beaucoup de professeurs d'université, ont exprimé une position proche de celle du gouvernement : le FMI et la BM sont "objectivement des agents de renforcement technique" de l'ordre économique mondial qui "pour le moment ne peuvent être contournés". De plus, les pays en voie de développement n'ont aucune chance de pouvoir prendre la voie du socialisme. Une critique radicale du FMI était donc, selon eux, un retour au temps "des briseurs de machines" du début du capitalisme.

Cela n'était pas une simple dispute idéologique. Ce débat a un potentiel explosif dans les pays de l'Est puisque les participants ont critiqué des pays comme la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie, la Chine (tous membres du FMI, et l'entrée de l'URSS dans cet organisme est également en discussion), qui essayent d'échapper au chaos économique en réintroduisant l'économie de marché. Au lieu de cela, les participants exigeaient que "les pays du socialisme réellement existant" fassent des propositions pour un ordre économique mondial basé sur la solidarité.

De même, ils exprimèrent des critiques à l'endroit du cours réformiste de l'Union soviétique et demandèrent que le contrôle des moyens de production sociaux dans "le socialisme réellement existant" soit fondamentalement transformé sur la base d'une économie socialiste planifiée ("démocratie des conseils ouvriers et autogestion").

Les organisateurs firent la déclaration suivante :

"Nous nous opposons au système social capitaliste, à ses lois et ses institutions, qui gouvernent aujourd'hui l'ordre économique mondial".

"Ce système est basé sur l'exploitation, et élargit le fossé entre les pauvres et les riches. Nous nous opposons également aux structures des pays du socialisme réellement existant, qui expose les peuples de cette partie du monde aux effets de l'économie capitaliste mondiale, et empêchent le développement de rapports économiques internationaux alternatifs.

"Nous avons des intérêts communs, mais nous sommes conscients que l'accomplissement de ces objectifs pose à l'Est et à l'Ouest des tâches bien différentes.

"Nous nous opposons fermement à

toute tentative de présentation fallacieuse des critiques que nous faisons à notre propre système comme étant une défense de l'autre."

"Berlin 1988".

Cette déclaration était signée de plusieurs groupes d'Allemagne de l'Est : AG Weltwirtschaft ; Gegenstimmen ; Nicaragua AG 17 Juli ; Groupes socialisme démocratique ; l'Eglise d'en bas ; Friedenskreis, Friedrichsfeld ; des membres du Groupe d'initiative pour la paix et les droits de l'Homme ; Terre unie, Potsdam ; Le cercle Weissensee pour la paix." ■

ETATS-UNIS

La pauvreté s'accroît

LE TAUX OFFICIEL de pauvreté chez les Noirs des Etats-Unis est monté en 1987 à 33,1%, contre 31,1% en 1986. Le pourcentage de Latinos vivant en dessous du seuil de pauvreté est passé de 28,2% à 27,3% au cours de la même période, selon le rapport du Bureau américain de recensement du 31 août 1988. Le seuil officiel de pauvreté va de 5 800 dollars par an, ou moins, pour une personne, à 11 600 dollars ou moins pour une famille de quatre personnes et 23 000 dollars ou moins pour une famille de neuf personnes.

Cet accroissement du taux officiel de pauvreté pour les Noirs est le premier depuis 1983, lorsque l'économie US connaissait la récession. A cette époque le taux de pauvreté parmi les Noirs atteignait 35,7%. Avant 1987, le taux officiel de pauvreté parmi les Noirs avait quelque peu diminué grâce à la reprise économique. Mais il restait au-dessus de 30,6%, taux atteint dix ans auparavant en 1978. Le taux de pauvreté des Blancs est tombé à 10,5%, contre 11% en 1986.

Le nombre de Noirs reconnus comme pauvres a augmenté de 700 000 personnes pour atteindre près de 9,7 millions. Le nombre de Latinos en dessous du seuil de pauvreté a augmenté de 360 000 pour atteindre près de 5,5 millions. Il y avait aux Etats-Unis 32,5 millions de personnes vivant dans la pauvreté, en 1987, plus d'un huitième de la population.

Le taux officiel global de pauvreté de 13,5% en 1987, contre 13,6% en 1986, était plus haut que celui de toute la décennie 70, y compris pendant la récession de 1974-75. Robert Greenstein, économiste cité dans le numéro du 2 septembre du *New York Times*, écrit qu'il y a huit millions de personnes supplémentaires en dessous du seuil de pauvreté par rapport à 1978. En outre, la part du revenu national qui va aux plus pauvres, Noirs, Blancs, Latinos, a diminué, alors que celle qui va au secteur le plus riche de la population s'est accrue.

Les 20% de familles américaines les plus riches, avec un revenu supérieur à 52 910 dollars, reçoivent 43,7% des reve-

nus, contre 40,4% en 1967. Les 20% de familles les plus pauvres en reçoivent 4,6%, contre 5,5% en 1967. Environ deux-tiers de ceux que le gouvernement classe comme pauvres sont des Blancs.

Même ceux qui ont des emplois réguliers ont été frappés. Selon un rapport de l'Institut d'économie politique, le nombre de personnes employées à plein temps, toute l'année et ayant des revenus inférieurs au seuil officiel de pauvreté a augmenté de 600 000 entre 1979 et 1986. Il faut en chercher la raison selon cet Institut, dans une chute de 9% des salaires hebdomadaires par rapport à l'inflation depuis 1979, et une chute de 12% depuis 1973 dans le revenu d'une famille moyenne dont le chef de famille est une personne âgée de 25 à 34 ans.

20% des enfants vivent, aux Etats-Unis, en dessous du seuil de pauvreté, contre 45,8% pour les enfants noirs. Parmi les personnes âgées de plus de 65 ans, 12,6% étaient officiellement considérées comme vivant dans la pauvreté.

D'après le Bureau du recensement, le revenu moyen de toutes les familles, un chiffre qui amalgame des familles qui vont des milliardaires aux sans-abri, s'est élevé de 1% dans la période 1986-87, atteignant 30 850 dollars. (Après prise en compte de l'inflation, cependant, ce chiffre stagne pratiquement depuis 1973, n'ayant augmenté que de 30 dollars). Parmi les familles noires, le revenu a diminué de près de 1% passant à 18 098 dollars. Le revenu des familles hispaniques est tombé de 2%, pour atteindre 20 306 dollars. Le revenu moyen des familles blanches a atteint 32 274 dollars. ■

POLOGNE

Apparition d'un parti écologiste

APRES LA REFONDATION il y a un an d'un Parti socialiste (PPS), le paysage politique polonais s'est récemment enrichi d'une nouvelle formation. Le 14 septembre 1981, treize militants oppositionnels de Cracovie ont constitué un *Groupe d'initiative* [pour le] *Parti écologiste polonais (PPE)*, "un nouveau parti qui en agissant dans le cadre légal et constitutionnel de la République populaire de Pologne, en prenant part à la vie politique et sociale du pays, s'opposerait à la dégradation du milieu naturel en Pologne qui met en danger la survie biologique et culturelle de la nation."

Dans un communiqué de presse les fondateurs du PPE écrivent : "En tant que plus jeune parti du pays, nous voulons devenir une force qui compte, capable de défendre les bases biologiques et culturelles de la vie humaine et lutter contre la pollution de la terre, de l'eau et de l'air. Nous agissons en faveur d'une exploitation rationnelle des richesses naturelles. Nous

soutenons une forme de développement et des actions socio-économiques qui prennent en compte non seulement les besoins sociaux immédiats, mais aussi ceux des générations futures. Dans notre activité, nous allons collaborer et soutenir les aspirations des forces sociales et des organisations avec lesquelles nous désirons former un front commun fondé sur la solidarité humaine et la démocratie. Nous pensons que seule la démocratie et le pluralisme politique peuvent permettre de réaliser efficacement les principes de l'éco-politique. Nous nous sentons idéologiquement proches des partis écologistes dans le monde entier."

La création du PPE, montre s'il en était encore besoin, l'importance grandissante des questions écologiques dans les pays de l'Est. "Nous ne voulons pas être en concurrence avec le Club écologiste polonais" (fondé en 1980 par des militants de l'opposition à Cracovie) - écrivent les fondateurs du nouveau parti - "car nous pensons que le PPE est une forme supérieure du mouvement en faveur de la défense de l'environnement. Nous voulons que notre parti devienne une alternative politique pour tous ceux qui ne trouvent pas leur place dans le système politique de notre pays." ■

AFRIQUE DU SUD

Interdiction d'une conférence anti-apartheid

LA GRANDE CONFERENCE anti-apartheid qui devait se tenir le 24 septembre au Cap a été interdite par le gouvernement sud-africain. Discutée au congrès du syndicat COSATU en juillet dernier, ce rassemblement devait permettre de réunir plusieurs dizaines d'organisations politiques, syndicales et associatives. Cinq cents délégués étaient attendus pour cette occasion. Le gouvernement a justifié cette décision en arguant que la conférence allait exercer une pression sur l'électorat pour le boycott des prochaines élections municipales. Plusieurs dirigeants syndicaux ont été assignés à résidence.

Prévue pour engager un grand débat sur les perspectives de la lutte contre l'apartheid et sur l'unité du mouvement de masse, cette réunion aurait pu constituer un événement de toute première importance. Le régime a craint que cette initiative ne relance les luttes au moment où il cherche à résoudre toute la question des règlements sur l'habitat (Group Area Act). Il est prêt, en effet, à légaliser l'ouverture de certains quartiers à toutes les races, reconnaissant ainsi une situation de fait. Mais il veut aussi user de tous les artifices pour réduire le nombre de ces non-Blancs habitant jusqu'à présent de manière "illégal" dans certains quartiers centraux des villes et qui

sont estimés à 7 millions. Des règlements sanitaires ou de sécurité pourraient ainsi être utilisés pour vider certains immeubles et les détruire.

Il veut également accompagner ces réformes d'un durcissement de la ségrégation de l'habitat pour tout le reste des agglomérations urbaines. Ainsi son projet de loi prévoit qu'un Blanc qui louerait un logement à quelqu'un d'une autre "race" devrait payer une amende allant de 160 à 4 000 dollars. Il prévoit aussi que l'expulsion des intéressés serait beaucoup plus systématique qu'elle ne l'est maintenant. Les personnes demeurant ainsi hors de leur zone raciale sont approximativement estimées à 200 000. Le gouvernement entend aussi s'attaquer aux regroupements de squatters qui forment parfois des bidonvilles gigantesques dans des zones classées pour d'autres usages. ■

LIVRE

HENK SNEEVLIET Fritjof TICHELMAN (La Brèche, 1988)

ON PEUT ETRE D'ACCORD avec ce qu'écrit l'auteur de la préface du livre que les éditions La Brèche viennent de publier : "Souvent, l'histoire n'accorde qu'une reconnaissance modeste aux révolutions. En dehors du cercle de leurs compagnons de lutte, les actions et l'apport des militants restent parfois ignorés. Cela vaut particulièrement pour Henk Sneevliet".

Pourtant, la biographie politique de Sneevliet est très riche et peu de militants européens ont pu accumuler une expérience révolutionnaire aussi variée que la sienne. Après avoir commencé son combat dans le mouvement ouvrier des Pays-Bas, où il était né en 1883, il s'engagea pendant cinq années, de 1913 à 1918, dans le mouvement ouvrier et anti-impérialiste en Indonésie et il séjourna ensuite en Chine, de 1921 à 1923, en participant, entre autres, au congrès de fondation du Parti communiste.

Le livre de Tichelman explique en détail son activité dans ces différents pays de même que le rôle qu'il joua dans l'Internationale communiste.

La deuxième partie est consacrée à son activité depuis son retour aux Pays-Bas jusqu'à sa mort (1929-1942). Sneevliet participa inlassablement dans les années 30 aux luttes des révolutionnaires qui s'opposaient simultanément aux sociaux-démocrates et aux staliniens et collabora pendant une certaine période avec l'Opposition de gauche. Il eut des divergences sérieuses avec Trotsky et il n'adhéra pas à la IVe Internationale.

Sneevliet joua un rôle très courageux dans la résistance contre l'occupation nazie des Pays-Bas jusqu'à son arrestation

en mars 1942. Condamné à mort, il fut exécuté avec d'autres militants du mouvement ouvrier le 12 avril de la même année.

Il avait terminé sa déposition devant le tribunal nazi en déclarant : "Je récusé comme Etat impérialiste chacune des parties belligérantes actuelles, aussi bien l'Angleterre que l'Allemagne, et je considère comme ennemi de ce nouvel ordre économique que je préconise avec Marx, Lénine et Luxembourg, toutes les parties impliquées dans l'état de guerre. Je crois qu'il existe, dans toutes les populations, des courants aspirant à la réalisation de mes conceptions, mais que jusqu'à présent, il n'existe pas d'organisation capable de les réaliser."

Ajoutons finalement que le livre de Tichelman contient des annexes avec des textes de Trotsky et de Sneevliet et des résolutions de l'organisation dans laquelle celui-ci militait. L.M. ■

NICARAGUA

Quatrième "paquet" économique

UN MOIS APRES la mise en œuvre d'un nouveau train de mesures économiques drastiques (voir *Inprecor* numéro 273 du 3 octobre 1988), le gouvernement nicaraguayen vient de décider d'une nouvelle dévaluation importante et de hausses du combustible.

Le nouveau cordoba (C\$) s'échange désormais officiellement à compter du 1er octobre à 320 contre un dollar (contre 180 C\$ auparavant), le taux parallèle étant fixé à 500 C\$ contre un dollar (420 jusque-là). Le prix de l'essence a été augmenté de 66,7%.

Dans le même temps, les salaires du secteur public ont été élevés de 35%, l'inflation est estimée à 40% pour le seul mois de septembre. Au niveau des perspectives économiques, si les résultats du secteur agricole ont été satisfaisants, en revanche, ceux du secteur industriel sont toujours inquiétants.

La croissance agricole qui était de 6,5% en 1987, devrait se poursuivre à ce rythme cette année. Ces deux années de bonanza font suite à trois années consécutives de déclin, dont la plus forte avait été 1986, quand la production avait chuté de 9,1%.

Cette reprise dans l'agriculture est surtout due à la "reconquête" de terres cultivables, conséquence de la trêve avec la *contra*. On estime que la surface cultivée a pu être ainsi élargie de 21%.

Les mêmes bons résultats sont attendus (en partie pour les mêmes raisons) dans la production de viande de bœuf et la pêche. Par contre, l'industrie n'a connu qu'un petit pourcentage de croissance, et certaines branches comme la pharmacie, sont en franche régression, du fait de l'augmentation des prix des *inputs*, importés à 96%. ■